





AVS  
AI  
APG  
AC  
AF

**Caisse de compensation**  
**Office de l'assurance invalidité**  
**Caisse de chômage**  
**Caisse d'allocations familiales**

 du Jura  
 2350 Saignelégier

# **RAPPORT DE GESTION 2017**



## 2017 en bref

L'exercice écoulé a été marqué le 24 septembre 2017 par le rejet en votation populaire du projet de la réforme des retraites «Prévoyance vieillesse 2020», dont la mise en application était prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le délai de trois mois allant de la votation à l'entrée en vigueur ne permettait pas la réalisation des tâches que nécessite la mise en œuvre d'une telle réforme, notamment en matière d'adaptation des applications informatiques, d'organisation des processus, de communication et de formation du personnel. Dès lors, afin de garantir à notre clientèle le bon fonctionnement de nos institutions en cas d'acceptation de la réforme, d'importants travaux ont été entrepris en amont du vote populaire, en collaboration notamment avec l'OFAS, nos homologues cantonaux et partenaires informatiques. Nous étions ainsi prêts à appliquer efficacement les nouvelles dispositions légales. Une réforme de la prévoyance vieillesse demeure évidemment nécessaire. Cas échéant, les investissements réalisés en 2017 pourraient ainsi être mis à profit.

Le canton du Jura a été précurseur en matière de prestations complémentaires à l'AVS/AI en introduisant un supplément cantonal pour le loyer des personnes résidant dans des appartements protégés. Nous avons mis en œuvre cette modification fort appréciée au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les prix de la réadaptation professionnelle ont été remis par l'Office de l'assurance invalidité du Jura dans le cadre de la Foire du Jura le 19 octobre 2017, en collaboration avec la Suva Delémont, en présence de M<sup>me</sup> la Ministre Nathalie Barthoulot, Cheffe du Département de l'intérieur, des entreprises récipiendaires, des lauréats, ainsi que de nombreux invités. Cette manifestation a eu un bon écho médiatique et a pu valoriser les efforts entrepris par les personnes et les entreprises récompensées, ainsi que l'Office AI du Jura dans le but que l'assurance-invalidité s'est fixée, soit de réadapter les assurés atteints dans leur santé sur le premier marché du travail.

Au vu du résultat comptable positif de notre caisse d'allocations familiales, nous avons procédé en juin 2017 à la ristourne à nos affiliés du bénéfice réalisé en 2016, comme nous l'avions fait pour l'année 2015. Cette bonification porte ainsi le taux de cotisation aux allocations familiales à 2,7 % pour l'année 2016. La Caisse d'allocations familiales a à nouveau dû faire face, en début d'année 2017, à des travaux imprévus liés au fait que les caisses d'allocations familiales françaises ont édité des attestations erronées en faveur des travailleurs frontaliers. Fort heureusement, nos

partenaires français ont enfin pris les mesures adéquates pour régler définitivement les problèmes rencontrés ces deux dernières années.

Nous avons également été fortement impactés par le traitement du droit d'option des frontaliers en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins, suite à un arrêt du Tribunal fédéral, qui nous a obligés à formaliser le choix d'un peu moins de 7'000 frontaliers.

Afin que les bénéficiaires de réduction de primes d'assurance-maladie puissent obtenir la Carte-Culture de Caritas Jura pour l'année 2018, nous leur avons transmis, avec nos décisions, les documents nécessaires à sa commande auprès de cette association caritative.

Nous avons finalisé en 2017 le projet d'introduction de notre nouvelle application de gestion électronique des documents (GED) au sein de toutes nos institutions. Ainsi, nous sommes à même de travailler à l'interne sans papier. Notre objectif de mettre en place l'administration sans papier demeure et sera effectif pour notre clientèle dans les prochaines années.

Dès le lendemain du vote historique de la Ville de Moutier du 18 juin 2017 de rejoindre la République et Canton du Jura, nous avons débuté les réflexions nécessaires, afin de garantir des services de qualité à la population et aux entreprises prévôtoises, que nous nous réjouissons d'accueillir.

Dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises, une douzaine de collaboratrices et collaborateurs de nos institutions ont participé à la pose d'un parquet dans le magasin de Caritas Jura à Saignelégier les 8, 9 et 11 décembre 2017.

En collaboration avec l'Association des samaritains du Jura, nous avons formé douze personnes volontaires de nos institutions en tant que samaritaines, afin qu'elles puissent apporter des secours appropriés de manière rapide et qualifiée sur notre lieu de travail.

Nous adressons un vif merci à notre chère clientèle, notre personnel, nos différents partenaires, aux organes d'application et de surveillance de nos institutions, ainsi qu'aux offices fédéraux, services cantonaux et communaux qui nous ont soutenus dans notre travail quotidien.

Enfin, nous dédions ce rapport de gestion à M. Christophe Steiner, employé de longue date au sein de nos institutions, qui est décédé tragiquement le 31 janvier 2017.

**La Direction**



## Table des matières

|  | Page |
|--|------|
| <b>I. Partie générale</b>  |      |
| 1. Législations fédérale et cantonale  | 4    |
| 2. Surveillance  | 5    |
| 3. Organes d'application   | 5    |
| 4. Etat du personnel   | 5    |
| 5. Evolution des places de travail et statistiques relatives au personnel                                  | 8    |
| 6. Organigramme  | 8    |
| 7. Agences communales AVS  | 9    |
| 8. Révision de la caisse et contrôle des employeurs  | 10   |
| 9. Réparation des dommages   | 11   |
| <b>II. Caisse de compensation</b>  |      |
| 1. Service des cotisations   | 14   |
| 2. Service des prestations   | 19   |
| 3. Services généraux   | 24   |
| 4. Service de la comptabilité  | 25   |
| <b>III. Caisse d'allocations familiales</b>  |      |
| 1. Activité de la caisse   | 32   |
| 2. Statistiques  | 33   |
| 3. Comptes   | 36   |
| 4. Allocations familiales dans l'agriculture, allocations pour perte de gain et indemnités journalières AI | 40   |
| <b>IV. Caisse de chômage</b>   |      |
| 1. Activité de la caisse   | 44   |
| 2. Statistiques  | 45   |
| 3. Comptes   | 46   |
| 4. Evolution des dépenses  | 49   |
| <b>V. Office de l'assurance invalidité</b>   |      |
| 1. Activité de l'Office AI   | 54   |
| 2. Les prestations accordées   | 56   |
| 3. Comptes d'administration  | 63   |
| <b>VI. Divers</b>  |      |
| 1. Décisions sur opposition rendues par nos institutions   | 66   |
| 2. Procédure d'audition de l'assurance invalidité  | 66   |
| 3. Jugements rendus par les tribunaux  | 67   |
| 4. Rapport de la Commission de gestion de la Caisse de compensation du canton du Jura                      | 68   |

Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.



# 2017

RAPPORT  
ANNUEL

## Partie générale



Partie I



## 1. LÉGISLATIONS FÉDÉRALE ET CANTONALE

Les lois suivantes forment le cadre de l'activité de nos institutions.

Loi du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)

Loi du 20 décembre 1946 sur l'assurance-  
vieillesse et survivants (LAVS)

Loi du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité  
(LAI)

Loi du 25 septembre 1952 sur les allocations  
pour perte de gain en cas de service et de  
maternité (LAPG)

Loi du 20 juin 1952 sur les allocations familiales  
dans l'agriculture (LFA)

Loi du 24 mars 2006 sur les allocations familiales  
(LAFam)

Loi du 6 octobre 2006 sur les prestations com-  
plémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants  
et invalidité (LPC)

Loi du 13 juin 2008 sur le nouveau régime de  
financement des soins

Loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage  
obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité  
(LACI)

Loi du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents  
(LAA)

Loi du 25 juin 1982 sur la prévoyance profes-  
sionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)

Loi du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie  
(LAMal)

Loi du 26 octobre 1978 portant introduction  
de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et  
survivants

Loi du 26 octobre 1978 portant introduction  
de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité

Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi  
fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)

Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds  
pour le soutien aux formations professionnelles

Loi du 9 décembre 1998 portant introduction  
à la loi fédérale sur les prestations complémen-  
taires à l'assurance-vieillesse, survivants et inva-  
lidité (LiLPC)

Loi du 6 décembre 2000 portant introduction  
de la loi fédérale sur le service de l'emploi et  
la location de services et de la loi fédérale sur  
l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité  
en cas d'insolvabilité

Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de  
la loi fédérale sur l'assurance-accidents

Loi du 20 décembre 1996 portant introduc-  
tion de la loi fédérale sur l'assurance-maladie  
(LiLAMal)

## 2. SURVEILLANCE

La surveillance de la Caisse de compensation du canton du Jura incombe au Gouvernement, par le biais du Département de l'intérieur, dont la cheffe est M<sup>me</sup> la Ministre Nathalie Barthoulot.

La Commission de gestion de la Caisse de compensation du canton du Jura est chargée de veiller au bon fonctionnement de cette institution. Son rapport figure en page 68.

## 3. ORGANES D'APPLICATION

- L'article 1 de la loi cantonale du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'AVS créa la «Caisse de compensation du canton du Jura», institution publique de caractère autonome, avec siège à Saignelégier.
- L'article 5 de la loi cantonale du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales, créa la «Caisse d'allocations familiales du canton du Jura», établissement indépendant de droit public, avec siège à Saignelégier.
- L'article 5 de la loi cantonale du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité créa la «Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura», avec siège à Saignelégier.
- L'article 5a, édicté le 23 mars 1994, de la loi cantonale du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'AI créa l'«Office de l'assurance invalidité du canton du Jura», établissement autonome de droit public ayant sa propre personnalité juridique et son siège à Saignelégier.

## 4. ETAT DU PERSONNEL

|                     |    |
|---------------------|----|
| au 31 décembre 2016 | 92 |
| au 31 décembre 2017 | 94 |
| plus apprenti-e-s   | 4  |

Les postes vacants suite à des démissions, retraites et décès ont tous été repourvus durant l'année écoulée. Une téléphoniste-réceptionniste a été engagée en janvier 2017 et une employée auxiliaire est entrée en fonction à la caisse de chômage.





## Direction

Christophe **Aubry**, directeur (01.07.83)  
 Michel **Kottelat**, directeur suppléant et chef des services généraux (01.10.12)  
 Amélie **Mercier**, responsable RH et adjointe de direction à 75% (01.02.11)  
 Mélina **Oppliger-Trapletti**, assistante de direction et RH à 70% (01.08.92)  
 Pascale **Farine**, assistante de direction (01.01.03)

## Services généraux

Anou **Erba**, administrateur informatique (01.01.11)  
 Thomas **Steck**, administrateur informatique (01.07.12)  
 Grégory **Lapaire**, chef de projet à 80% (01.08.14)  
 Anne-Cécile **Gobin**, technicienne qualité à 50% (01.08.16)  
 Julie **Künzle**, téléphoniste-réceptionniste à 40% (01.11.15)  
 Nathalie **Marchand**, téléphoniste-réceptionniste à 20% (01.10.14)  
 Mathilde **Veuve**, téléphoniste-réceptionniste à 40% (01.01.17)  
 Marie-Josée **Personeni**, employée spécialisée à l'atelier de scannage à 45% (01.10.16)  
*Diba Vuilleumier, employée spécialisée à l'atelier de scannage à 60% (26.09.16-31.12.17)*  
 François **Ducommun**, économiste à 32% (01.10.04)  
 Marie-Josée **Personeni**, économiste à 30% (01.12.10)  
*Christophe Steiner, employé spécialisé à 25% (01.08.90-31.01.17)*  
*Anina Mariani, employée auxiliaire (22.03.17-31.08.17)*  
 Eloïse **Theurillat**, employée auxiliaire à 80% (01.09.17)  
 Colombe **Queloz**, concierge à 27% (01.05.03)

## Service de la comptabilité

Stéphane **Dominé**, chef du service (01.07.15)  
 Raphaël **Girard**, employé polyvalent (01.11.03)  
 Steve **Hostettler**, employé polyvalent (10.06.02)  
 Florence **Maitre**, employée polyvalente (01.11.14)  
 Lætitia **Scheidegger-Jobin**, employée polyvalente à 50% (01.02.09)

## Service des prestations

Pierre-Alain **Chételat**, chef du service (01.05.97)  
 Sylvain **Froidevaux**, suppléant du chef de service (01.04.03)

Christophe **Vonlanthen**, suppléant du chef de service (01.01.96)

Secteur Rentes :

Cécile **Faivet-Baume**, employée polyvalente à 65% (01.08.04)  
 Eliane **Farine**, employée polyvalente (01.02.11)  
 Martine **Porteiro-Viatte**, employée polyvalente à 50% (01.02.87)

Secteur PC-Amal :

Audrey **Cuenin-Queloz**, employée polyvalente à 80% (01.07.10)  
 Joëlle **Eichenberger**, employée polyvalente à 70% (01.08.13)  
 Eliane **Gogniat-Willemin**, employée polyvalente à 70% (01.08.85)  
 Laurie **Oliveira**, employée polyvalente (01.08.17)  
 Catherine **Paratte-Bourquard**, employée polyvalente à 80% (15.07.91)  
 Maria-Dolores **Passacqua**, employée polyvalente (01.06.14)  
 Josiane **Trummer**, employée polyvalente (01.07.97)  
 Myriam **Boillat-Bubani**, employée spécialisée à 60% (01.01.97)  
 Pierrette **Boillat**, employée spécialisée à 57% (01.01.04)  
 Marinette **Gunzinger**, employée spécialisée à 50% (01.05.15)  
 Jean-Paul **Kottelat**, employé spécialisé (04.10.14)  
 Muriel **Joly**, employée auxiliaire (25.09.17)

## Service des cotisations

Christine **Breitenstein**, cheffe du service (01.12.13)  
 Corinne **Berberat**, employée polyvalente à 50% (20.01.94)  
 Carmen **Gigandet-Gogniat**, employée polyvalente à 50% (01.04.94)  
 Sylvie **Jeanrichard**, employée polyvalente à 90% (01.09.05)  
 Pascale **Radice-Kornmayer**, employée polyvalente à 60% (01.04.09)  
 Isabelle **Ramos-Wermeille**, employée polyvalente à 50% (01.06.86)  
 Raphaël **Bilat**, réviseur à 50% (01.06.91)

## Caisse d'allocations familiales

Jean-François **Rothenbühler**, chef du service (01.08.81)  
 Delphine **Boillat**, suppléante du chef de service (01.07.05)  
 Anne-Françoise **Graf-Bex**, employée polyvalente à 50% (01.08.90)



Mary-Claude **Oberli**, employée polyvalente (01.07.02)  
Mariève **Terville**, employée polyvalente à 50% (09.04.13)  
Christiane **Torche-Gasser**, employée polyvalente à 50% (01.09.91)

### Office de l'assurance invalidité

Christèle **Eray**, cheffe du service (01.01.94)  
Laurent **Pilloud**, suppléant de la cheffe de service, secteur réadaptation (01.06.08)  
Yves **Donzé**, suppléant de la cheffe de service, secteur instruction (01.01.95)  
Secteur Réadaptation :  
Sophie **Blanchard**, conseillère en orientation et réadaptation professionnelle à 90% (01.06.17)  
Lysiane **Cortat**, conseillère en orientation et réadaptation professionnelle à 70% (01.09.03)  
Eliane **Frésard**, conseillère en orientation et réadaptation professionnelle à 55% (01.01.95)  
Nathalie **Navel**, conseillère en orientation et réadaptation professionnelle à 80% (01.01.95)  
Marlyse **Bleuer**, conseillère en réadaptation professionnelle (01.06.12)  
*Virgile Buchwalder, conseiller en réadaptation professionnelle (01.12.06-31.05.17)*  
*Roland Bütikofer, conseiller en réadaptation professionnelle (01.05.03-31.08.17)*  
Claude **Chavanne**, conseiller en réadaptation professionnelle (01.03.11)  
Ariane **Droxler**, conseillère en réadaptation professionnelle (01.05.12)  
Jean-Michel **Kucman**, conseiller en réadaptation professionnelle (01.05.97)  
Jean-François **Milani**, conseiller en réadaptation professionnelle (01.03.11)  
Pierre **Murer**, conseiller en réadaptation professionnelle (01.10.07)  
Miklos **Pozner**, conseiller en réadaptation professionnelle (01.05.12)  
Isabelle **Rickli**, conseillère en réadaptation professionnelle (01.09.17)  
Secteur Instruction :  
Michel **Rion**, juriste et instructeur (01.11.09)  
Patricia **Baume**, instructrice à 90% (01.03.95)  
Mathieu **Cléménçon**, instructeur (24.08.15)  
Claudia **Donzé Baumeler**, instructrice à 82% (01.09.02)  
Véronique **Dubois**, instructrice à 75% (01.08.07)  
*Marlyse Gigon-Rebetez, instructrice à 90% (01.08.85-31.08.17)*  
Jocelyne **Girard**, instructrice (01.04.03)  
Denise **Goudron**, instructrice et enquêtrice (01.08.07)

Anne **Sajelschnik**, instructrice (01.01.96)  
Secteur enquêtes, contrôle des factures et administration :  
Myriam **Chételat-Boillat**, enquêtrice à 90% (22.01.02)  
Séverine **Métille**, enquêtrice et contrôleuse (01.04.06)  
Florence **Donzé**, enquêtrice et employée spécialisée (01.10.15)  
*Carolane Friche, contrôleuse et employée spécialisée (08.10.15-31.08.17)*  
Marlyse **Gigon-Rebetez**, contrôleuse et employée spécialisée à 90% (01.08.85)  
Nathalie **Marchand**, contrôleuse et employée spécialisée à 80% (01.02.91)  
Marie-Laure **Donzé Schlüchter**, employée spécialisée et scanneuse à 60% (28.09.16)  
Fernand **Surdez**, scanneur à 50% (01.11.80)  
Fabien **Barelli**, employé spécialisé à 46% (01.01.95)  
Kévin **Farine**, employé auxiliaire (01.10.11)  
Marie-Christine **Willemin**, employée auxiliaire (01.05.16)  
Vincent **Wermeille**, expert agricole à 10% (01.01.00)  
*Emilia Da Silva, concierge à 7% (01.01.11-31.12.17)*

### Caisse de chômage

Florian **Degoumois**, chef du service (01.01.05)  
Vincent **Rebetez**, suppléant du chef de service (01.11.12)  
Pauline **Montavon**, taxatrice polyvalente (01.04.09)  
Silvia **Gremaud**, taxatrice IC/MMT (01.12.02)  
Maude **Hulmann**, taxatrice IC/MMT (01.01.17)  
*Frédérique Baumann, employée spécialisée à la constitution des dossiers (01.11.09-28.02.17)*  
Christel **Frey**, employée spécialisée dans les paiements IC/MMT à 65% (19.05.03)  
Nathalie **Beguin**, employée auxiliaire (06.02.17)

### Apprentissage

Kelly **Corminboeuf** (01.08.17)  
Mélanie **Froidevaux** à 90% (01.08.15)  
Auriane **Locatelli** (01.08.16)  
*Mélanie Lovis (01.08.14-31.07.17)*  
*Ariane Paroz, stagiaire MPC (01.08.16-31.07.17)*  
Julien **Obrecht**, stagiaire 2+1 (01.08.17)

Entre parenthèses: date d'entrée au service de la Caisse de compensation ou de l'Office de l'assurance invalidité du Jura.

En italique, les collaboratrices et collaborateurs qui ont été mutés ou qui nous ont quittés durant l'année 2017.

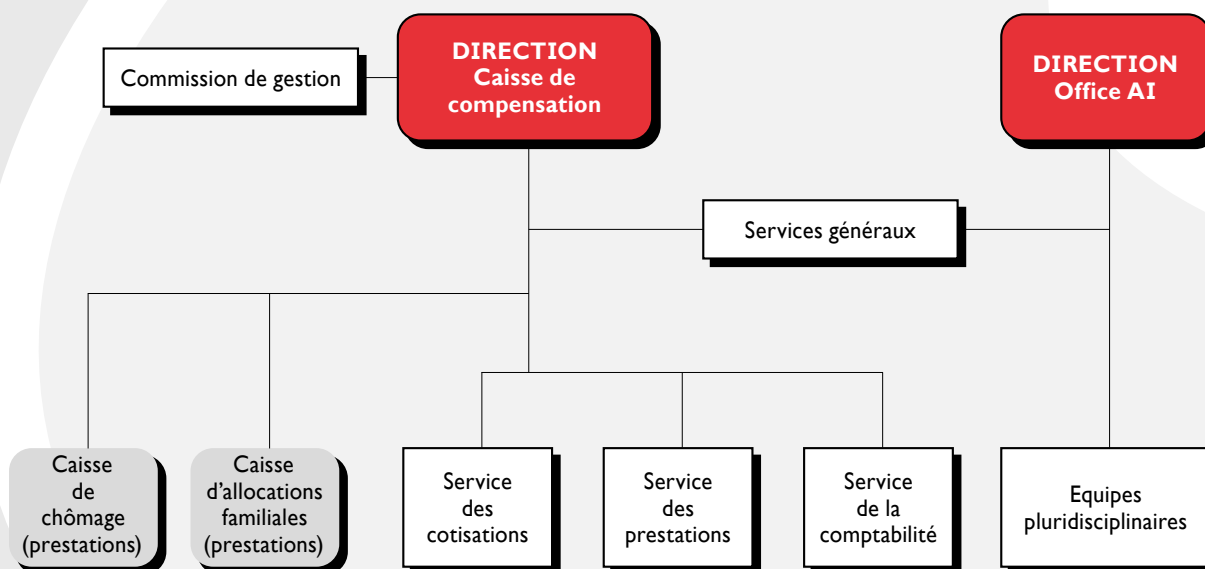


## 5. EVOLUTION DES PLACES DE TRAVAIL ET STATISTIQUES RELATIVES AU PERSONNEL

| Année       | Nombre de postes de travail | Hommes     | Femmes     | Moyenne d'âge | Taux de rotation | Taux d'absentéisme* | Absences maternité |
|-------------|-----------------------------|------------|------------|---------------|------------------|---------------------|--------------------|
| 2013        | 68,76                       | 37%        | 63%        | 41 ans        | 6,22%            | 2,14%               | 0,82%              |
| 2014        | 67,04                       | 36%        | 64%        | 42 ans        | 5,29%            | 5,68%               | 0,77%              |
| 2015        | 68,87                       | 35%        | 65%        | 42 ans        | 6,32%            | 4,12%               | 1,12%              |
| 2016        | 68,74                       | 35%        | 65%        | 43 ans        | 5,15%            | 3,24%               | 0,50%              |
| <b>2017</b> | <b>69,8</b>                 | <b>32%</b> | <b>68%</b> | <b>43 ans</b> | <b>8,21%</b>     | <b>3,75%</b>        | <b>0,61%</b>       |

\* Absences liées à des maladies et accidents

## 6. ORGANIGRAMME (état au 31 décembre 2017)



## 7. AGENCES COMMUNALES AVS

Organes auxiliaires aussi précieux qu'indispensables dans l'application des lois sociales et pour une information de qualité, les agences communales AVS ont pleinement rempli leur rôle durant l'année 2017 en accomplissant comme à l'accoutumée les tâches qui leur sont dévolues.

Le 5 décembre 2017, les agents communaux AVS de l'ensemble du Jura ont été réunis à Delémont pour se perfectionner et prendre connaissance des nouveautés entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Seize contrôles ont été effectués sur place en 2017: Bourrignon, Châtillon, Ederswiler, Mettembert, Movelier, Saulcy, Vellerat, Le Bémont, Muriaux, Alle, Boncourt, Cornol, Courgenay, Courtedoux, La Baroche et Lugnez.



Six agences ont changé de titulaire en 2017 dont deux suite aux fusions de communes:

| Commune               | Ancien-ne agent-e   | Nouveau-elle agent-e | Date       |
|-----------------------|---------------------|----------------------|------------|
| Courtételle           | Germain Charmillot  | Jordane Bandelier    | 19.06.2017 |
| Lajoux                | Jean-René Brahier   | Valérie Jeannerat    | 01.08.2017 |
| Soyhières             | Sandrine Imbriani   | Jenny Stettler       | 01.11.2017 |
| Rocourt               | Agnès Mouhay        | Bernard Chapuis      | 01.01.2018 |
| Corban                | Valérie Fuhrimann   | John Buchwalder      | 01.01.2018 |
| La Chaux-des-Breuleux | Dominique Schweizer | Michel Beuret        | 01.01.2018 |



## 8. RÉVISION DE LA CAISSE ET CONTRÔLE DES EMPLOYEURS

La caisse de compensation et la caisse d'allocations familiales doivent être révisées deux fois par an par un bureau de révision reconnu par l'Office fédéral des assurances sociales. La révision doit s'étendre à la comptabilité et à l'application du droit.

Le Gouvernement a désigné Fiduciaire Favre Révision SA, à Lausanne, en qualité d'organe de révision de nos institutions dès 2015.

### Contrôles d'employeurs

Les employeurs affiliés à la caisse de compensation et à la caisse d'allocations familiales doivent être contrôlés périodiquement pour s'assurer qu'ils se conforment aux dispositions légales. Les contrôles d'employeurs sont effectués sur place, c'est-à-dire au siège de l'entreprise ou au lieu où se trouvent les pièces justificatives.

La caisse dispose à cet effet de son propre bureau de révision interne. De plus, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1992, la caisse collabore avec la SUVA, à Delémont, dans le domaine des contrôles d'employeurs. En effet, tant la SUVA que l'AVS délèguent périodiquement chez les employeurs des réviseurs chargés entre autres de contrôler l'exactitude des salaires déclarés. Les mandataires des deux institutions ont ainsi à remplir des missions qui sont en partie les mêmes. Pour parer à ce double travail, la caisse a chargé la SUVA de procéder aux contrôles d'employeurs AVS dans les entreprises visitées par elle. Cette simplification est toujours fort appréciée par nos affiliés.

En 2017, 226 affiliés ont été contrôlés avec les résultats suivants:

| Genre de contrôles   | Sans reprise |            | Avec reprise |           | Total      |            |
|--|--------------|------------|--------------|-----------|------------|------------|
|  | 2017         | 2016       | 2017         | 2016      | 2017       | 2016       |
| Contrôles effectués par le bureau de la caisse (y c. contrôles pour la CCAF)       | 66           | 52         | 33           | 31        | 99         | 83         |
| Contrôles confiés à des bureaux de révision externes (y c. contrôles pour la CCAF) | 0            | 5          | 3            | 2         | 3          | 7          |
| Contrôles confiés à la SUVA  | 87           | 94         | 37           | 50        | 124        | 144        |
| <b>Totaux</b>  | <b>153</b>   | <b>151</b> | <b>73</b>    | <b>83</b> | <b>226</b> | <b>234</b> |

Les reprises représentent une somme de salaires non déclarés de 778'324 francs et déclarés en trop de 184'507 francs.

## 9. RÉPARATION DES DOMMAGES

La caisse de compensation qui subit un dommage du fait de l'inobservation des prescriptions légales par un employeur, doit lui en demander la réparation.

Le dommage survient au moment où la caisse de compensation voit lui échapper les montants des cotisations paritaires AVS/AI/APG/AC, des cotisations relatives aux allocations familiales, des intérêts moratoires, des contributions aux frais d'administration, des taxes de sommation et des frais de poursuites dus par l'employeur.

La responsabilité de l'employeur est engagée s'il a violé les prescriptions intentionnellement ou par négligence grave. Lorsque l'employeur est une personne morale dissoute au moment où la responsabilité est engagée, les organes qui ont agi en son nom, notamment les administrateurs, peuvent être appelés à répondre subsidiairement des agissements de celui-ci.

Le dossier n'est pas classé systématiquement à réception d'un acte de défaut de biens. Il incombe à la caisse de compensation d'examiner s'il y a des responsables, et le cas échéant, de les actionner en réparation des dommages. Treize actions de ce type ont été intentées en 2017.

Les dossiers engagés au 31 décembre 2017 dans la procédure décrite ci-dessus représentent un montant total de 4'222'347 francs dont 439'568 francs ont été payés à cette date.

| <b>Solde dû</b>  | <b>Montant en francs</b> |
|--|--------------------------|
| Récupération du montant dû au moyen de plans de paiements par acomptes | <b>2'312'221</b>         |
| En attente d'un paiement   | <b>1'375'119</b>         |
| Procédure pendante devant le Tribunal cantonal jurassien               | <b>95'439</b>            |
| <b>Total</b>   | <b>3'782'779</b>         |

La caisse a traité depuis 1984 trois cent septante-huit dossiers de réparation des dommages pour un montant de 9'893'135 francs, rendu sept cents décisions et encaissé 3'074'408 francs au 31 décembre 2017. A cette date, 3'035'948 francs sont définitivement irrécouvrables.







**2017**

RAPPORT  
ANNUEL

# Caisse de compensation



Partie II



## 1. SERVICE DES COTISATIONS

Le service assume les tâches spécifiques suivantes:

- contrôle à l'aide du fichier central de l'affiliation de toute personne soumise à cotisations
- affiliation des indépendants, des employeurs et des non-actifs qui s'annoncent, ainsi que de tous ceux qui ne sont pas affiliés à une autre caisse
- fixation des cotisations personnelles des indépendants et des non-actifs
- détermination des salaires soumis à cotisations et annoncés par les employeurs
- facturation des cotisations personnelles et paritaires
- contrôle d'affiliation et fixation des cotisations dues à la caisse cantonale d'allocations familiales
- établissement des certificats d'assurance et ouverture des comptes individuels (CI)
- tenue des comptes individuels des assurés
- partage des revenus des couples divorcés
- traitement des bonifications pour tâches d'assistance
- contrôle de l'affiliation des employeurs à l'assurance-accidents (LAA), ainsi qu'à la prévoyance professionnelle (LPP)

### Affiliation

Durant l'exercice 2017, le nombre d'affiliés à notre caisse a augmenté de 259 unités, passant de 13'136 à 13'395. La répartition par catégorie est la suivante:

|  | 2017          | 2016   | Variation |
|--|---------------|--------|-----------|
| Indépendants                                       | <b>3'617</b>  | 3'590  | + 27      |
| - dont simultanément employeurs                    | <b>780</b>    | 784    | - 4       |
| Personnes sans activité lucrative                  | <b>4'788</b>  | 4'852  | - 64      |
| Salariés dont l'employeur n'est pas soumis à l'AVS | <b>7</b>      | 10     | - 3       |
| Employeurs sans cotisations personnelles           | <b>2'618</b>  | 2'484  | + 134     |
| Affiliés sans cotisations AVS                      | <b>2'365</b>  | 2'200  | + 165     |
| <b>Totaux</b>                                      | <b>13'395</b> | 13'136 | + 259     |

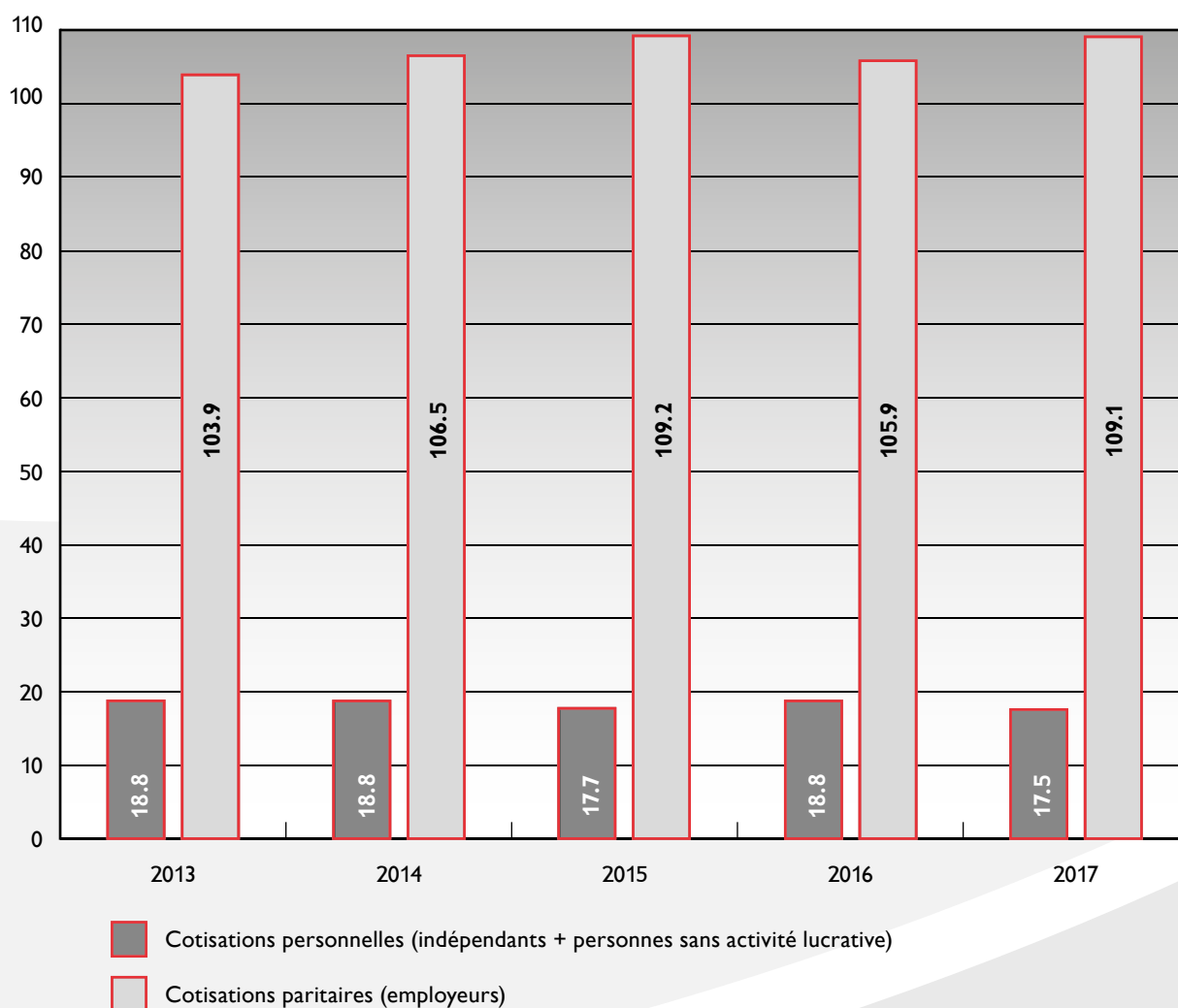
Le nombre total d'affiliés prend en considération tous les affiliés ayant décompté durant l'année.



## Mouvements au fichier central des affiliés

| Nombre d'enregistrements | Caisse cantonale |              | Autres caisses |            | Total        |              |
|--------------------------|------------------|--------------|----------------|------------|--------------|--------------|
|                          | 2017             | 2016         | 2017           | 2016       | 2017         | 2016         |
| Créations                | 1'625            | 1'679        | 271            | 257        | 1'896        | 1'936        |
| Mutations                | 2'777            | 2'805        | 187            | 196        | 2'964        | 3'001        |
| Radiations               | 1'434            | 1'644        | 208            | 195        | 1'642        | 1'839        |
| <b>Totaux</b>            | <b>5'836</b>     | <b>6'128</b> | <b>666</b>     | <b>648</b> | <b>6'502</b> | <b>6'776</b> |

## Les cotisations AVS/AI/APG encaissées (en millions de francs)





### Cotisations personnelles

Le montant des cotisations personnelles est en baisse de 7% du fait de la diminution du nombre de décisions rendues.

Durant cet exercice, la caisse a rendu 9'371 décisions de cotisations.

Une demande de réduction nous a été présentée.

### Cotisations paritaires

Par rapport à l'exercice précédent, le montant des cotisations facturées a augmenté de 3,0%.

### Cotisations à l'assurance-chômage

Depuis 2013, la caisse a perçu les cotisations à l'assurance-chômage suivantes:

| Années      | Montant en milliers de francs | Taux en %   |
|-------------|-------------------------------|-------------|
| 2013        | 21'399,5                      | 2,2*        |
| 2014        | 21'884,6                      | 2,2*        |
| 2015        | 22'440,8                      | 2,2*        |
| 2016        | 21'890,3                      | 2,2*        |
| <b>2017</b> | <b>22'698.5</b>               | <b>2,2*</b> |

Les cotisations à l'assurance-chômage ont augmenté de 3.7%.

\* Une cotisation de solidarité de 1% est prélevée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 sur les revenus entre 126'001 et 315'000 francs pour les années 2011 à 2013, depuis l'année 2014 sur tous les revenus à partir de 126'001 francs et depuis l'année 2016 sur tous les revenus à partir de 148'201 francs. Cette cotisation de solidarité correspond pour l'année 2017 à 255'928 francs (381'423 francs en 2016).

### Cotisations à la caisse d'allocations familiales

Le total des cotisations facturées en 2017 a augmenté de 0,6%.

### Cotisations dues au régime fédéral des allocations familiales aux travailleurs agricoles

| Années      | Montant en milliers de francs | Taux en %  |
|-------------|-------------------------------|------------|
| 2013        | 139,44                        | 2,0        |
| 2014        | 110,00                        | 2,0        |
| 2015        | 129,12                        | 2,0        |
| 2016        | 135,11                        | 2,0        |
| <b>2017</b> | <b>157,78</b>                 | <b>2,0</b> |

### Contribution au fonds pour le soutien aux formations professionnelles

| Années      | Montant en milliers de francs | Taux en %   |
|-------------|-------------------------------|-------------|
| 2013        | 416.93                        | 0,05        |
| 2014        | 417.97                        | 0,05        |
| 2015        | 418.44                        | 0,05        |
| 2016        | 398.33                        | 0,05        |
| <b>2017</b> | <b>399.38</b>                 | <b>0,05</b> |

## Gestion des comptes individuels (CI)

Pour éviter de grandes différences dues simplement aux dates auxquelles les écritures sont passées, nous reprenons ci-dessous les revenus acquis durant les années de référence. Les revenus ne sont jamais comptabilisés durant l'année au cours de laquelle ils ont été réalisés. En 2017, 1'104 assurés ont demandé un extrait de l'ensemble de leurs revenus soumis à cotisations. Pour l'instruction de nos dossiers, nous avons requis 411 extraits de comptes individuels. Durant cette année, nous avons reçu 116 demandes de partage des revenus en cas de divorce. Elles ont été requises par une caisse de compensation pour le calcul d'une rente dans 53 cas et par les assurés eux-mêmes dans les 63 autres cas.

Ventilation des inscriptions effectuées dans les comptes individuels

| Genre  | Nombre de cas |               | Revenus en francs    |                      |
|--|---------------|---------------|----------------------|----------------------|
|  | 2017          | 2016          | 2017                 | 2016                 |
| Bonification pour tâche d'assistance   | 83            | 110           | –                    | –                    |
| Revenu des salariés pour qui l'employeur est tenu de payer les cotisations       | 29'314        | 29'140        | 1'049'809'634        | 1'057'609'780        |
| Revenu des salariés pour qui l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations | 41            | 19            | 433'691              | 218'824              |
| Revenu des personnes de condition indépendante                                   | 10'632        | 7'212         | 279'603'369          | 160'445'700          |
| Revenu des personnes sans activité lucrative                                     | 11'656        | 7'309         | 64'020'125           | 36'323'379           |
| Revenu de salariés dont le numéro AVS n'a pas pu être déterminé                  | 61            | 38            | 663'741              | 451'370              |
| Revenus inscrits lors d'un partage en cas de divorce                             | 5'085         | 4'831         | 2'936'924            | 1'824'513            |
| Revenus non formateurs de rente  | 2'320         | 1'750         | 31'772'867           | 21'276'138           |
| <b>Totaux</b>  | <b>59'192</b> | <b>50'409</b> | <b>1'429'240'351</b> | <b>1'278'149'704</b> |



| <b>Statistiques des bonifications pour tâches d'assistance</b> | <b>2017</b> | <b>2016</b> | <b>2015</b> | <b>2014</b> | <b>2013</b> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre de bonifications accordées                              | 11          | 18          | 14          | 2           | 12          |
| Nombre de refus  | 18          | 14          | 18          | 20          | 15          |
| Nombre de bonifications supprimées                             | 21          | 4           | 16          | 13          | 5           |
| Nombre de bonifications renouvelées                            | 65          | 53          | 49          | 55          | 36          |
| <b>Total des mouvements</b>                                    | <b>115</b>  | <b>89</b>   | <b>97</b>   | <b>90</b>   | <b>68</b>   |

| <b>Statistiques des certificats d'assurance et des comptes individuels</b> | <b>Nombre de cas</b> |              |
|--|----------------------|--------------|
|  | <b>2017</b>          | <b>2016</b>  |
| Création d'une nouvelle carte AVS  | 567                  | 665          |
| Modifications d'une carte (notamment par suite de mariage)                 | 12                   | 1            |
| Etablissement d'un duplicata d'une carte AVS                               | 780                  | 1'081        |
| Ouverture d'un compte individuel à notre caisse                            | 1'292                | 1'439        |
| Ouverture d'un compte individuel, sans être en possession de la carte AVS  | 1                    | 0            |
| Rassemblement des comptes individuels                                      | 1'515                | 1'561        |
| Certificats d'assurance et comptes individuels pour les AF et le RAFam     | 451                  | 467          |
| <b>Total des mouvements</b>  | <b>4'618</b>         | <b>5'214</b> |

| <b>Comptes individuels - Etat au 31.12</b>       | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
|--|-------------|-------------|
| Total des comptes individuels dans notre fichier | 136'981     | 135'734     |

| <b>Facturation: nombre de décomptes envoyés</b> | <b>2017</b> | <b>%</b> | <b>2016</b> | <b>%</b> |
|---|-------------|----------|-------------|----------|
| Factures  | 62'028      |          | 61'839      |          |
| Rappels   | 9'422       | 15,19    | 10'109      | 16,35    |
| Sommations                                      | 4'914       | 7,92     | 5'136       | 8,31     |

La facturation a augmenté de 189 décomptes; cette augmentation du nombre de décomptes est liée à l'augmentation du nombre d'affiliés. Le nombre de rappels et de sommations établis est en diminution par rapport à l'année 2016.

## 2. SERVICE DES PRESTATIONS

Le service des prestations assume les tâches qui lui sont dévolues, à savoir:

- calcul et paiement des rentes et des allocations pour impotent AVS et AI
- calcul et paiement des prestations complémentaires (PC) à l'AVS et l'AI
- remboursement de frais de maladie et d'invalidité par les prestations complémentaires
- contrôle de l'affiliation, calcul et paiement des subsides pour la réduction des primes dans l'assurance-maladie

### Rentes AVS versées par notre caisse

Dès l'année 2013, nous avons demandé systématiquement le dossier de rente à la caisse compétente lorsque l'assuré bénéficie des prestations complémentaires à l'AVS/AI. Cette nouvelle pratique a engendré une augmentation de l'ordre de 227 nouveaux dossiers de rentes en 2017. Le service a calculé 935 nouvelles rentes. 101 personnes ont désiré recevoir leur rente de vieillesse par anticipation d'une année ou de deux ans. 6 demandes d'ajournement ont été présentées. Nous avons également effectué 279 calculs prévisionnels de rentes.

Un peu moins des deux tiers des rentiers AVS jurassiens sont servis par notre caisse (64%); les autres caisses de compensation pratiquant en Suisse se partagent l'autre part (36%).



| <b>Rentes AVS versées par notre caisse – Etat au</b>               | <b>31.12.2017</b> | <b>31.12.2016</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Rente simple de vieillesse   | <b>9'070</b>      | 8'851             |
| Rente de veuve/veuf  | <b>343</b>        | 345               |
| Rente d'orphelin (orphelin de père et/ou de mère)                  | <b>165</b>        | 165               |
| Rente complémentaire en faveur de l'épouse ou de la femme divorcée | <b>8</b>          | 9                 |
| Rente pour l'enfant  | <b>134</b>        | 123               |
| <b>Total</b>   | <b>9'720</b>      | 9'493             |



### Rentes AI versées par notre caisse

Par rapport à l'exercice précédent, le nombre de rentes a diminué de 2 unités. Le service a enregistré 211 nouveaux dossiers.

Plus de deux tiers des rentes allouées et des sommes versées dans le canton du Jura relèvent du service des prestations de notre caisse de compensation (70%).



| Rentes AI versées par notre caisse | Etat au 31.12.2017 |             |            |           | Etat au 31.12.2016 |             |            |            |
|------------------------------------|--------------------|-------------|------------|-----------|--------------------|-------------|------------|------------|
|                                    | entière            | trois-quart | demi       | quart     | entière            | trois-quart | demi       | quart      |
| Rente simple d'invalidité          | 1'474              | 95          | 187        | 61        | 1'463              | 85          | 200        | 69         |
| Rente pour l'enfant                | 398                | 43          | 83         | 28        | 402                | 36          | 83         | 33         |
| <b>Total</b>                       | <b>1'872</b>       | <b>138</b>  | <b>270</b> | <b>89</b> | <b>1'865</b>       | <b>121</b>  | <b>283</b> | <b>102</b> |

## Les allocations pour impotent

Les allocations pour impotent (API) de l'AVS et de l'AI, accordées aux personnes n'ayant pas la possibilité d'accomplir seules les actes ordinaires de la vie, sont au nombre de

| Degré de dépendance – Etat au | AI       |          | AVS      |          |
|-------------------------------|----------|----------|----------|----------|
|                               | 31.12.17 | 31.12.16 | 31.12.17 | 31.12.16 |
| faible                        | 34       | 36       | 9        | 10       |
| faible à domicile             | 139      | 136      | 148      | 130      |
| moyen                         | 42       | 41       | 184      | 187      |
| moyen à domicile              | 83       | 82       | 22       | 23       |
| grave                         | 58       | 57       | 204      | 177      |
| grave à domicile              | 21       | 23       | 13       | 11       |

241 décisions d'API ont été enregistrées cette année. Notre caisse traite trois quarts des cas instruits par l'Office AI du Jura (78%).

## Les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI

Les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (PC), elles, donnent la statistique suivante:

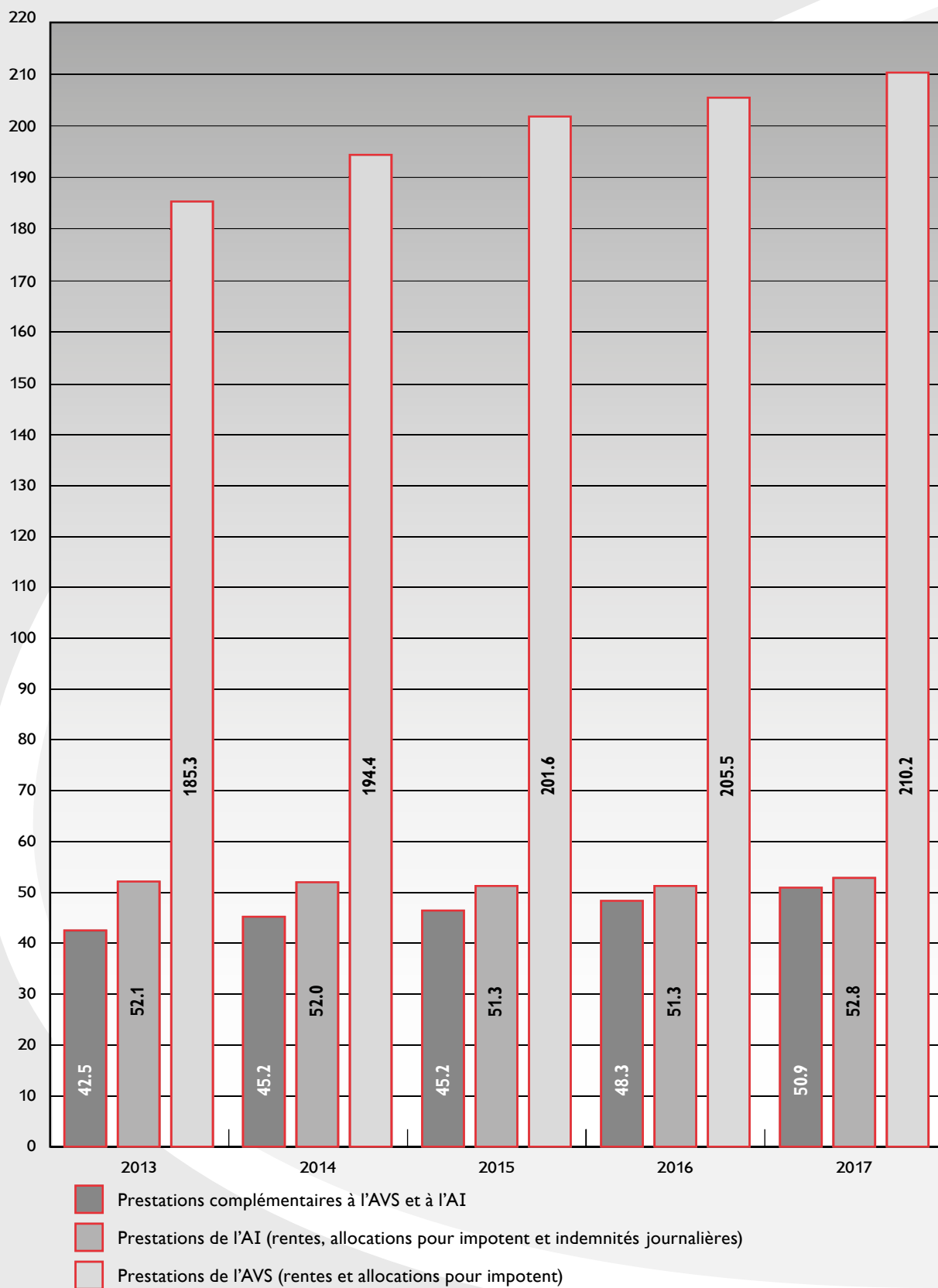
| Etat au      | 30.11.17     | 30.11.16     |
|--------------|--------------|--------------|
| Rentiers AVS | 3'059        | 3'046        |
| Rentiers AI  | 1'274        | 1'251        |
| <b>Total</b> | <b>4'333</b> | <b>4'297</b> |

Par rapport à l'année précédente, la variation est de 36 unités en plus. De tous les bénéficiaires de PC, 20% concernent des personnes séjournant durablement dans un home ou un hôpital. Notre service a rendu 3'549 décisions de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (3'659 en 2016).

Les frais de maladie remboursés dans le cadre des PC ont fait l'objet de 17'106 demandes contre 14'221 en 2016.

Par rapport à 2016, les dépenses totales liées aux PC ont augmenté de 5,3% pour atteindre, en 2017, 50'857'929,09 francs, dont le 69,9% est à la charge du canton et des communes pour les PC AVS et 57,7% pour les PC AI.

### Les montants versés (en millions de francs)





## Comparaison Suisse-Jura

| Prestations           |                            | Suisse            | Jura       | Jura en %     |        |
|-----------------------|----------------------------|-------------------|------------|---------------|--------|
|                       |                            |                   |            | 2017          | 2016   |
| Population résidente* |                            | 8'327'126         | 72'782     | <b>0,87</b>   | 0,87   |
| Rentes AVS**          | bénéficiaires <sup>1</sup> | 1'548'316         | 15'127     | <b>0,97</b>   | 0,97   |
|                       | montant mensuel            | Fr. 2'871'566'000 | 27'963'000 | <b>0,97</b>   | 0,97   |
| Rentes AI**           | bénéficiaires <sup>2</sup> | 281'656           | 3'401      | <b>1,20</b>   | 1,23   |
|                       | montant mensuel            | Fr. 359'376'000   | 4'435'000  | <b>1,23</b>   | 1,24   |
| PC**                  | bénéficiaires <sup>1</sup> | 318'594           | 4'047      | <b>1,27</b>   | 1,27   |
|                       | montant mensuel            | Fr. 490'130'000   | 4'238'161  | <b>0,86</b>   | 0,84   |
| Rente AVS moyenne     |                            | Fr. 1'855         | 1'849      | <b>99,67</b>  | 99,62  |
| Rente AI moyenne      |                            | Fr. 1'276         | 1'304      | <b>102,19</b> | 101,41 |
| PC moyenne            |                            | Fr. 1'538         | 1'047      | <b>68,07</b>  | 65,74  |

Périodes de référence:

\* au 1<sup>er</sup> janvier 2016

\*\* décembre 2016

<sup>1</sup> épouse et enfants sont comptés comme unité

<sup>2</sup> enfants sont comptés comme unité.

### Assurance en cas de maladie

Le Gouvernement jurassien a édicté un arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2017 le 18 octobre 2016.

Ainsi, en 2017, les bénéficiaires de l'aide sociale et de prestations complémentaires à l'AVS/AI obtiennent la réduction totale de leurs primes d'assurance-maladie obligatoire des soins jusqu'à concurrence de la prime la plus avantageuse en tiers payant. Les assurés dont le revenu déterminant est inférieur à 27'000 francs, obtiennent une réduction mensuelle de leurs primes d'assurance-maladie obligatoire des soins de 5 à 175 francs pour les adultes, de 5 à 160 francs pour les adultes de moins de 25 ans, de 235 francs pour les adultes de moins de 25 ans qui suivent une formation, de 5 à 40 francs pour les mineurs de 16 à 18 ans qui ne suivent pas de formation et 55 francs pour les mineurs.

En outre, les subventions s'élèvent à au moins la moitié de la prime moyenne jurassienne pour les enfants et jeunes en formation à charge de leurs parents de condition économique modeste et moyenne jusqu'à un revenu déterminant de 39'999 francs, soit 235 francs pour les adultes de moins de 25 ans qui suivent une formation et de 55 francs pour les mineurs.

A fin décembre 2017 et pour cette année-là, 19'557 personnes, dont 6'098 enfants ont obtenu une réduction de leurs primes d'assurance-maladie obligatoire des soins. Pour l'année 2017, le canton du Jura a obtenu une subvention fédérale de 22'815'759 francs et y a ajouté 26'840'241 francs. Les Jurassiens de condition économique modeste ont bénéficié ainsi d'un montant de 49'656'000 francs destiné à réduire leurs primes d'assurance-maladie obligatoire des soins.

Durant l'année 2017, 917 personnes se sont vues refuser la réduction de leurs primes d'assurance-maladie et 137 personnes ont été affiliées d'office, dont 128 frontaliers.



### 3. SERVICES GÉNÉRAUX

Les principales tâches liées aux services généraux sont les suivantes :

#### Réception

- répond aux appels téléphoniques et assure les tâches de secrétariat
- réceptionne les clients et les tiers
- informe les clients et les tiers

#### Economat

- assure le bon fonctionnement de la distribution du courrier
- gère les archives et maintient les infrastructures

#### Conciergerie

- nettoie les locaux et le mobilier

#### Informatique

- assure un service de 1<sup>er</sup> niveau pour le matériel et les logiciels
- assure la formation et le soutien au personnel concernant la bureautique et autres logiciels standard

#### Système de management par la qualité (SMQ)

- mesure la qualité de nos processus de travail
- gère l'amélioration continue au sein de nos institutions
- gère la gestion des risques et le système de contrôle interne de nos institutions

L'ensemble des postes de travail a été migré, en 2011, en technologie de virtualisation et nos serveurs sont hébergés au Noirmont, auprès de l'entreprise Globaz SA et du Data Center de sécurité de GILAI dès le mois de juillet 2017.

Nous profitons ainsi des dernières technologies en matière de sécurité, sauvegardes et restaurations informatiques.

Trois secteurs d'activité bien distincts sont répertoriés dans nos institutions par rapport aux applications informatiques :

1. La caisse de compensation, membre de l'association Inforom (Groupe d'intérêt romand pour l'informatique AVS), ainsi que les autres tâches reconnues telles que la caisse d'allocations familiales, les prestations complémentaires à l'AVS/AI ou encore la réduction des primes en matière d'assurance-maladie. Pour ce secteur d'activité, toutes les applications métier nous sont fournies par l'entreprise Globaz SA du Noirmont.
2. L'office AI, membre de l'association GILAI. Le GILAI commande les logiciels également auprès de Globaz SA qui les développe et les installe.
3. La caisse de chômage est, quant à elle, reliée au serveur du Seco à Berne qui nous fournit les applications métier et les serveurs de données informatiques.

Durant l'année 2017, nous relevons les faits marquants suivants :

- Nous avons continué à développer l'utilisation de notre plateforme e-business. Nos affiliés ont ainsi la possibilité de transférer leurs fichiers de salaires (PUCS) également au travers du connecteur Swissdec, de remplir leurs déclarations de salaires en ligne de manière sécurisée et d'annoncer des collaborateurs (ACL).
- Nous avons mis en production la gestion électronique des documents (GED) pour l'ensemble de nos institutions, ce qui nous permet de traiter tous les documents reçus de manière électronique et d'effectuer ainsi nos premiers pas vers une administration sans papier.
- Un audit informatique a été réalisé par une entreprise externe, ce qui nous permet d'affirmer que notre environnement informatique répond aux normes de sécurité de nos secteurs d'activité.

## 4. SERVICE DE LA COMPTABILITÉ

Les tâches du service sont les suivantes :

- tenue de la comptabilité générale et des comptabilités auxiliaires :

Caisse de compensation AVS  
Caisse d'allocations familiales  
Office des assurances sociales  
Office de l'assurance invalidité  
Fonds de surcompensation jurassien  
en matière d'allocations familiales

- préparation des divers budgets, gestion des placements et établissement des statistiques comptables
- contrôle de l'encaissement et mise en compte des cotisations
- gestion du contentieux (poursuites, faillites, sursis concordataires, dénonciations pénales)

Dans ce chapitre ne sont compris que les charges et produits de la caisse de compensation et toutes les tâches cantonales confiées (prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, office des assurances sociales et administration des subsides à la réduction des primes de l'assurance-maladie obligatoire).

Les charges et produits des autres tâches, que sont la caisse d'allocations familiales, l'office AI et l'administration de la caisse de chômage, sont reproduits dans les chapitres propres à ces institutions.

Le bilan et le compte d'exploitation imprimés ci-après ne concernent également que la caisse de compensation.



### Plans de paiements accordés et poursuites engagées

|  | Nombre de cas |       | Francs    |           |
|--|---------------|-------|-----------|-----------|
|  | 2017          | 2016  | 2017      | 2016      |
| Plans de paiements                     | 283           | 313   | 945'503   | 1'241'203 |
| Réquisitions de poursuite              | 1'062         | 1'042 | 1'743'383 | 1'799'035 |
| Réquisitions de continuer la poursuite | 632           | 731   | 1'067'728 | 1'329'378 |



### Compte d'exploitation - Prestations (régimes fédéraux)

| <b>CHARGES</b>  | <b>2017</b>        | <b>2016</b>        |
|---|--------------------|--------------------|
| Prestations AVS   | 210'118'234        | 205'459'437        |
| Prestations AVS à restituer                               | - 1'305'521        | - 832'814          |
| Prestations AI  | 52'802'527         | 51'289'096         |
| Prestations AI à restituer                                | - 1'053'261        | - 580'152          |
| Prestations AI à restituer irrécouvrables/remises         | 0                  | 15'674             |
| Intérêts rémunérateurs sur prestations AI                 | 103'057            | 40'528             |
| Frais et dépens AI  | 50'973             | 63'877             |
| Prestations APG et maternité                              | 7'413'930          | 7'075'937          |
| Prestations APG et maternité à restituer                  | - 235'155          | - 58'632           |
| Prestations LFA   | 2'159'267          | 2'115'798          |
| Prestations LFA à restituer                               | -791               | - 14'520           |
| Indemnités pour frais de gestion LFA                      | 28'818             | 28'075             |
| Indemnités pour frais de gestion AC                       | 81'425             | 79'014             |
| Taxes d'affranchissement                                  | 1'439              | 1'344              |
| Redistribution de la taxe CO <sub>2</sub> aux entreprises | 817'848            | 722'952            |
| <b>Total</b>  | <b>270'982'790</b> | <b>265'405'614</b> |

### Compte d'exploitation - Cotisations (régimes fédéraux)

| <b>PRODUITS</b>                                  | <b>2017</b>        | <b>2016</b>        |
|--|--------------------|--------------------|
| Cotisations AVS/AI/APG et réparation de dommages | 127'428'650        | 125'361'894        |
| Amortissement de cotisations AVS/AI/APG          | - 758'804          | - 646'667          |
| Cotisations AC et réparation de dommages         | 22'854'516         | 22'080'208         |
| Amortissement de cotisations AC                  | - 59'553           | - 96'727           |
| Cotisations LFA                                  | 133'443            | 124'588            |
| Intérêts moratoires                              | 494'773            | 518'543            |
| Intérêts rémunérateurs                           | -165'508           | - 134'422          |
| <b>Total</b>                                     | <b>149'927'517</b> | <b>147'207'417</b> |





## Compte d'administration

| <b>CHARGES</b>                              | <b>2017</b>      | <b>2016</b>      |
|---|------------------|------------------|
| Charges de personnel                        | 3'216'571        | 2'976'598        |
| Fournitures de bureau, mobilier et machines | 44'996           | 48'988           |
| Frais informatiques                         | 580'211          | 554'017          |
| Ports et taxes téléphoniques                | 68'313           | 70'147           |
| Frais de locaux                             | 169'176          | 157'668          |
| Prestations de tiers                        | 400'000          | 458'406          |
| Frais d'administration divers               | 88'576           | 291'454          |
| Amortissement des équipements               | 256'263          | 184'562          |
| Constitution de provisions                  | 200'000          | 4'254'840        |
| <b>Total des charges d'administration</b>   | <b>5'024'106</b> | <b>8'996'680</b> |

| <b>PRODUITS</b>                                      | <b>2017</b>      | <b>2016</b>      |
|--|------------------|------------------|
| Contribution aux frais d'administration              | 2'027'922        | 2'127'102        |
| Emoluments   | 153'481          | 184'495          |
| Indemnités pour frais d'administration Confédération | 1'564'034        | 1'582'237        |
| Indemnités pour frais d'administration Canton        | 1'314'963        | 1'111'932        |
| Produits de prestations de services                  | 90'114           | 20'643           |
| Remboursement de prestations d'assurances            | 34'834           | 43'114           |
| Frais de poursuites récupérés                        | 77'725           | 80'679           |
| Dissolution de provisions                            | 18'750           | 352'350          |
| <b>Total des produits d'administration</b>           | <b>5'281'823</b> | <b>5'502'552</b> |
| Résultat net des placements                          | - 1'075          | 3'873'811        |
| <b>Total des produits</b>                            | <b>5'280'748</b> | <b>9'376'363</b> |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                        | <b>256'642</b>   | <b>379'683</b>   |

## Bilan au terme des exercices

| <b>ACTIFS</b>   | <b>2017</b>       | <b>2016</b>       |
|---|-------------------|-------------------|
| Liquidités  | 11'834'073        | 12'861'739        |
| Affiliés  | 15'420'156        | 17'424'134        |
| Prestations à restituer                                       | 405'189           | 524'596           |
| Indemnités en réparation de dommages                          | 3'175'663         | 2'960'312         |
| Indemnités en réparation de dommages - <i>compte réfléchi</i> | - 3'175'663       | - 2'960'312       |
| Avoirs envers la CPAC et le canton                            | 110'458           | 237'444           |
| Débiteurs   | 2'818'399         | 936'768           |
| Actifs transitoires   | 0                 | 252'609           |
| Equipement mobilier et informatique                           | 745'892           | 624'085           |
| Placements  | 11'147'771        | 6'666'670         |
| <b>Total</b>  | <b>42'481'938</b> | <b>39'528'045</b> |

| <b>PASSIFS</b>   | <b>2017</b>       | <b>2016</b>       |
|--|-------------------|-------------------|
| Paiements en retour et autres engagements envers assurés | 139'751           | 144'258           |
| Centrale de compensation, c/c                            | 19'775'865        | 20'110'622        |
| Dettes envers la CCAF et le canton (CCAF)                | 3'037'447         | 615'914           |
| Créanciers   | 384'282           | 420'769           |
| Passifs transitoires                                     | 182'830           | 317'811           |
| Provisions   | 9'625'853         | 8'839'403         |
| Réserves spéciales                                       | 2'000'000         | 2'000'000         |
| Réserves générales                                       | 7'079'268         | 6'699'585         |
| Résultat de l'exercice                                   | 256'642           | 379'683           |
| <b>Total</b>   | <b>42'481'938</b> | <b>39'528'045</b> |







**2017**

RAPPORT  
ANNUEL

# Caisse d'allocations familiales



Partie III



## 1. ACTIVITÉ DE LA CAISSE

La Caisse d'allocations familiales du Jura assume les tâches suivantes :

- détermination du droit et versement des allocations familiales aux salariés, indépendants et personnes sans activité lucrative

De plus, les employés œuvrant pour la Caisse d'allocations familiales du Jura effectuent les travaux ci-dessous pour la caisse de compensation :

- détermination du droit et versement des allocations familiales dans l'agriculture aux travailleurs agricoles, ainsi qu'aux agriculteurs indépendants et collaborateurs agricoles
- calcul et versement des allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (APG)
- calcul et versement des indemnités journalières AI

### Allocations familiales aux salariés, indépendants et personnes sans activité lucrative

En vertu de l'article 11 de la loi fédérale sur les allocations familiales et en règle générale, tous les salariés et indépendants devant subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants ont droit à des allocations familiales. Celles-ci sont versées non seulement par la Caisse d'allocations familiales du Jura, mais aussi par 36 caisses de compensation pour allocations familiales habilitées à exercer leur activité dans le canton du Jura.

Quant aux montants mensuels des allocations, ils ont changé au début de l'année 2009 suite à l'entrée en vigueur de la LAFam et de la LiLAFam.

La totalité des employeurs et indépendants jurassiens en dehors de l'agriculture sont assujettis à la loi cantonale. Ils décomptent soit avec des caisses de compensation pour allocations familiales habilitées à exercer leur activité dans le canton du Jura, soit avec la caisse cantonale jurassienne.

Au sens des articles 19 LAFam et 4 LiLAFam, les personnes sans activité lucrative ont également droit aux allocations familiales. Celles-ci sont octroyées uniquement par la Caisse d'allocations familiales du Jura et sont financées par les pouvoirs publics.

| Genres d'allocations – Montants | Dès le 01.01.2009 | Dès le 01.01.2007 |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| Enfant, pour les 2 premiers     | Fr. 250.–/mois    | Fr. 160.–/mois    |
| Enfant, dès 3 enfants           | Fr. 250.–/mois    | Fr. 186.–/mois    |
| Formation professionnelle       | Fr. 300.–/mois    | Fr. 214.–/mois    |
| Ménage                          | Supprimé          | Fr. 138.–/mois    |
| Naissance et adoption           | Fr. 850.–         | Fr. 816.–         |

## 2. STATISTIQUES

| Etat au   |     | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|-----|------------|------------|
| Ayants droit  |     | 5'141      | 5'305      |
| Indépendants et employeurs avec ayants droit aux AF |     | 1'086      | 1'091      |
| AF versées aux salariés et aux indépendants         | Fr. | 31'259'090 | 31'347'053 |
| Cotisations encaissées                              | Fr. | 31'575'834 | 31'351'943 |

| Salariés touchant des allocations familiales |           | Ayants droit |              | Allocations pour enfants<br>Fr. 250.- |              | Allocations de form. prof.<br>Fr. 300.- |              |
|--|-----------|--------------|--------------|---------------------------------------|--------------|---|--------------|
| Familles                                     | Au 31.12. | 2017         | 2016         | 2017                                  | 2016         | 2017                                    | 2016         |
| avec 1 enfant                                |           | 1'905        | 1'966        | 1'130                                 | 1'137        | 775                                     | 829          |
| avec 2 enfants                               |           | 2'022        | 2'067        | 3'086                                 | 3'126        | 958                                     | 1'008        |
| avec 3 enfants                               |           | 612          | 673          | 1'422                                 | 1'551        | 414                                     | 468          |
| avec 4 enfants                               |           | 110          | 116          | 359                                   | 380          | 81                                      | 84           |
| avec 5 enfants                               |           | 9            | 15           | 35                                    | 55           | 10                                      | 20           |
| avec 6 enfants                               |           | 3            | 2            | 10                                    | 12           | 8                                       | 0            |
| <b>Total</b>                                 |           | <b>4'661</b> | <b>4'839</b> | <b>6'042</b>                          | <b>6'261</b> | <b>2'246</b>                            | <b>2'409</b> |

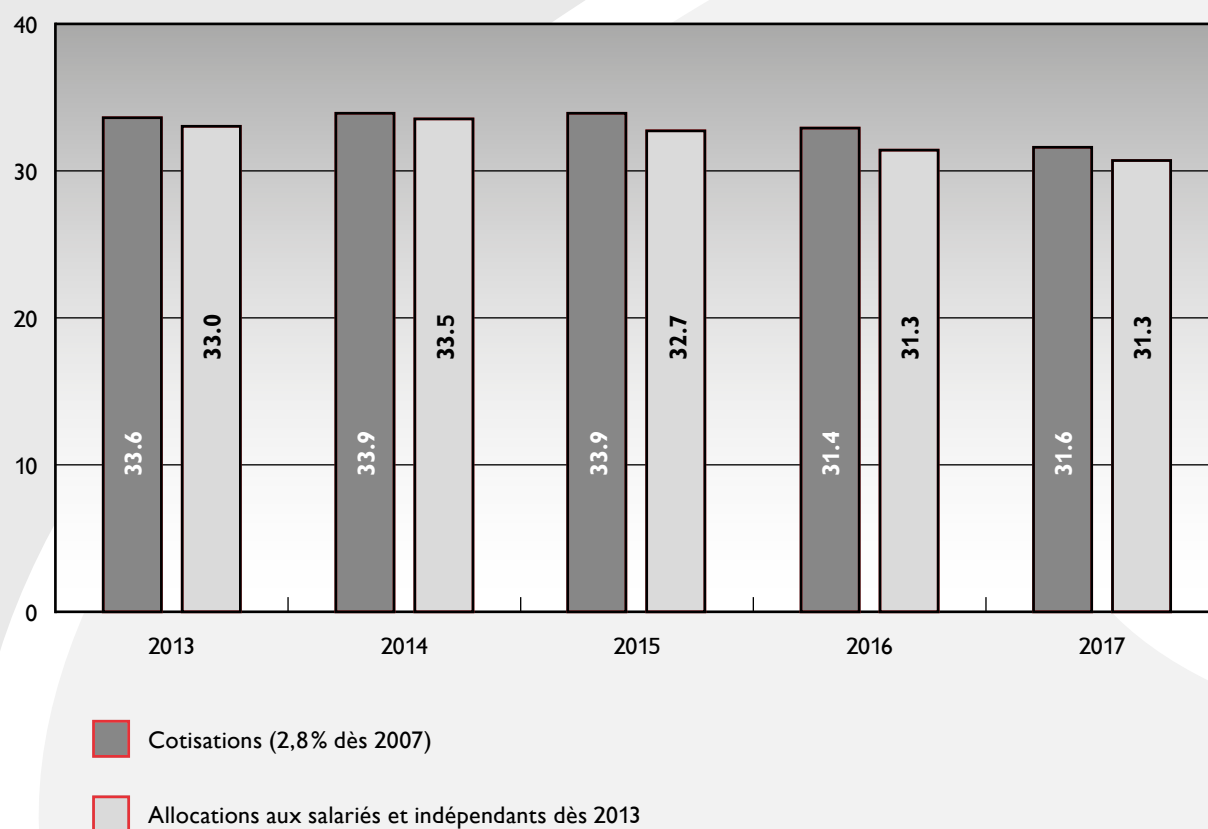
| Indépendants touchant des allocations familiales |           | Ayants droit |            | Allocations pour enfants<br>Fr. 250.- |            | Allocations de form. prof.<br>Fr. 300.- |            |
|--|-----------|--------------|------------|---------------------------------------|------------|---|------------|
| Familles   | Au 31.12. | 2017         | 2016       | 2017                                  | 2016       | 2017                                    | 2016       |
| avec 1 enfant                                    |           | 90           | 87         | 45                                    | 50         | 45                                      | 37         |
| avec 2 enfants                                   |           | 67           | 63         | 98                                    | 88         | 36                                      | 38         |
| avec 3 enfants                                   |           | 22           | 26         | 52                                    | 57         | 14                                      | 21         |
| avec 4 enfants                                   |           | 7            | 8          | 23                                    | 25         | 5                                       | 7          |
| avec 5 enfants                                   |           | 1            | 0          | 5                                     | 0          | 0                                       | 0          |
| <b>Total</b>                                     |           | <b>187</b>   | <b>184</b> | <b>223</b>                            | <b>220</b> | <b>100</b>                              | <b>103</b> |

| Personnes sans activité lucrative touchant des allocations familiales |           | Ayants droit |            | Allocations pour enfants<br>Fr. 250.- |            | Allocations de form. prof.<br>Fr. 300.- |            |
|---|-----------|--------------|------------|---------------------------------------|------------|---|------------|
| Familles  | Au 31.12. | 2017         | 2016       | 2017                                  | 2016       | 2017                                    | 2016       |
| avec 1 enfant   |           | 144          | 139        | 92                                    | 85         | 52                                      | 54         |
| avec 2 enfants  |           | 93           | 91         | 142                                   | 132        | 44                                      | 50         |
| avec 3 enfants  |           | 35           | 34         | 83                                    | 86         | 22                                      | 16         |
| avec 4 enfants  |           | 14           | 12         | 46                                    | 40         | 10                                      | 8          |
| avec 5 enfants  |           | 5            | 5          | 21                                    | 21         | 4                                       | 4          |
| avec 6 enfants  |           | 1            | 1          | 6                                     | 6          | 0                                       | 0          |
| avec 7 enfants  |           | 1            | 0          | 7                                     | 0          | 0                                       | 0          |
| <b>Total</b>  |           | <b>293</b>   | <b>282</b> | <b>397</b>                            | <b>370</b> | <b>132</b>                              | <b>132</b> |



| Dossiers traités des salariés, indépendants et des non-actifs | 2017         | 2016  |
|---|--------------|-------|
| Décisions d'octroi d'allocations familiales                   | <b>6'268</b> | 6'064 |
| Dossiers radiés suite à des départs                           | <b>532</b>   | 563   |
| Décisions de refus et de restitution                          | <b>106</b>   | 114   |

### Les cotisations et les allocations aux salariés et indépendants (en millions de francs)



Le montant des cotisations facturées en 2017 a augmenté de 0,6% et celui des allocations versées est identique. En juin 2017, nous avons versé à nos affiliés une ristourne correspondant à une diminution de 0,1% de notre taux de cotisation, portant ainsi le taux de 2016 à 2,7%. Au vu des comptes 2017, une ristourne de cotisations de 0,15% sera effectuée en 2018, portant le taux de 2017 à 2,65%.

## Allocations et cotisations 2016 de l'ensemble du territoire jurassien

| Office de paiement/d'encaissement       | Prestations       | %          | Cotisations       | %          |
|---|-------------------|------------|-------------------|------------|
| 37 caisses professionnelles en 2016     | 29'710'465        | 49         | 28'984'755        | 47         |
| Caisse d'allocations familiales du Jura | 31'438'573        | 51         | 32'895'831        | 53         |
| <b>Totaux</b>                           | <b>61'149'038</b> | <b>100</b> | <b>61'880'586</b> | <b>100</b> |

Nombre d'employeurs soumis à cotisations AF de l'ensemble du territoire jurassien 3'801  
 Nombre d'indépendants soumis à cotisations AF de l'ensemble du territoire jurassien 2'617

Les chiffres de 2017 concernant les 37 caisses de compensation pour allocations familiales habilitées à exercer leur activité dans le canton du Jura seront publiés dans le prochain rapport de gestion, étant donné qu'ils ne sont pas encore connus.

Le fonds de surcompensation en matière d'allocations familiales institué dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009 a bouclé en 2017 son huitième exercice. Le taux de cotisation moyen était de 2,66% en 2016 alors qu'il était de 2,64% en 2015. Les montants encaissés et distribués se sont élevés à 1'138'234 francs pour 2016 contre 1'478'046 francs pour 2015.

### Allocations aux personnes sans activité lucrative

| Années         | Prestations versées |
|----------------|---------------------|
| en 2013        | 1'371'024           |
| en 2014        | 1'619'232           |
| en 2015        | 1'893'444           |
| en 2016        | 1'895'888           |
| <b>en 2017</b> | <b>2'069'065</b>    |

Les allocations payées aux personnes sans activité lucrative sont financées à raison de 72% par l'Etat du Jura et de 28% par les communes jurassiennes. En 2017, le montant des allocations familiales versé a augmenté de 9%. Cette augmentation est liée avant tout aux personnes qui ont obtenu l'asile et qui reçoivent les allocations rétroactivement parfois jusqu'à 5 ans.

### Commission consultative en matière d'allocations familiales

La commission est consultée sur les questions liées à l'application de la loi et s'est réunie les 25 avril et 7 novembre 2017. Elle se compose des membres suivants:

Président:

Le directeur de la Caisse d'allocations familiales du Jura, Saignelégier

Membres:

M. Loïc Dobler, responsable régional de Syna Jura, Delémont

M. Jean-Frédéric Gerber, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie du Jura, Delémont

M. Vincent Gigandet, administrateur de la Caisse de compensation pour allocations familiales de la FER-Arcju, Porrentruy

M. Christian von Sury, administrateur de la Caisse de compensation pour allocations familiales de l'industrie horlogère suisse, La Chaux-de-Fonds, qui a remplacé M. Jean-Michel Lüthy en 2017

M. Jean-Michel Mischler, membre de la Coordination des syndicats de la fonction publique, Courroux

M. Jean-Marc Plumey, président de l'Union syndicale jurassienne, Courfaivre



### 3. COMPTES

#### Compte d'exploitation

| <b>CHARGES</b>                                     | <b>2017</b>       | <b>2016</b> |
|--|-------------------|-------------|
| Allocations familiales                             | <b>31'351'336</b> | 31'438'573  |
| Allocations familiales à restituer                 | <b>- 92'246</b>   | - 92'750    |
| Amortissement d'allocations familiales à restituer | <b>0</b>          | 1'230       |
| <b>Total</b>                                       | <b>31'259'090</b> | 31'347'053  |

| <b>PRODUITS</b>                                     | <b>2017</b>       | <b>2016</b> |
|---|-------------------|-------------|
| Cotisations et indemnités en réparation de dommages | <b>33'290'918</b> | 32'895'831  |
| Amortissement de cotisations                        | <b>- 66'846</b>   | - 43'888    |
| Intérêts moratoires                                 | <b>31'362</b>     | 25'205      |
| Intérêts rémunérateurs                              | <b>- 18'633</b>   | - 20'161    |
| Fonds de surcompensation                            | <b>233'999</b>    | 677'421     |
| <b>Total</b>  | <b>33'470'800</b> | 33'534'408  |
| <b>Excédent de produits d'exploitation</b>          | <b>2'211'710</b>  | 2'187'355   |

|  |                    |             |
|--|--------------------|-------------|
| Ristourne de cotisations CCAF                              | <b>- 1'648'238</b> | - 2'634'494 |
| Dissolution de réserves générales                          | <b>0</b>           | 1'134'494   |
| <b>Excédent de produits d'exploitation après ristourne</b> | <b>563'472</b>     | 687'355     |

## Compte d'administration

| <b>CHARGES</b>                                      | <b>2017</b>      | <b>2016</b>      |
|---|------------------|------------------|
| Charges de personnel                                | 635'815          | 618'801          |
| Fournitures de bureau, mobilier et machines         | 8'304            | 9'972            |
| Frais informatiques                                 | 100'106          | 112'080          |
| Ports et taxes téléphoniques                        | 9'028            | 8'869            |
| Frais de locaux                                     | 33'582           | 36'024           |
| Prestations de tiers                                | 64'173           | 59'769           |
| Frais d'administration divers                       | 26'390           | 28'589           |
| Amortissement des équipements                       | 48'681           | 36'295           |
| Attribution à la réserve de fluctuations de valeurs | 255'000          | 0                |
| Constitution de provisions                          | 50'000           | 0                |
| <b>Total des charges d'administration</b>           | <b>1'231'079</b> | <b>910'399</b>   |
| <b>PRODUITS</b>                                     | <b>2017</b>      | <b>2016</b>      |
| Produits de prestations de services                 | 1'777            | 2'200            |
| Remboursement de prestations d'assurances           | 6'841            | 14'688           |
| Frais de poursuites récupérés                       | 23'217           | 22'756           |
| Dissolution de provisions                           | 5'000            | 5'000            |
| <b>Total des produits d'administration</b>          | <b>36'835</b>    | <b>44'644</b>    |
| Résultat net des placements                         | 652'086          | 226'036          |
| <b>Total des produits</b>                           | <b>688'921</b>   | <b>270'680</b>   |
| <b>Excédent de charges d'administration</b>         | <b>- 542'158</b> | <b>- 639'719</b> |
| Excédent de produits d'exploitation après ristourne | 563'472          | 687'355          |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                       | <b>21'314</b>    | <b>47'636</b>    |



## Bilan au terme des exercices

| <b>ACTIFS</b>   | <b>2017</b>       | <b>2016</b>       |
|---|-------------------|-------------------|
| Liquidités  | 1'386'375         | 1'027'982         |
| Affiliés  | 1'611'369         | 1'676'674         |
| Correctif de valeur sur créances                              | - 85'000          | - 85'000          |
| Indemnités en réparation de dommages                          | 453'012           | 424'743           |
| Indemnités en réparation de dommages - <i>compte réfléchi</i> | - 453'012         | - 424'743         |
| Caisse de compensation, c/c                                   | 661'294           | 615'914           |
| Débiteurs   | 39'306            | 51'027            |
| Placements  | 22'472'929        | 21'933'504        |
| <b>Total</b>  | <b>26'086'273</b> | <b>25'220'101</b> |

| <b>PASSIFS</b>                                   | <b>2017</b>       | <b>2016</b>       |
|--|-------------------|-------------------|
| Provisions                                       | 200'000           | 105'000           |
| Provision pour ristourne de cotisations          | 2'000'000         | 1'500'000         |
| Réserve de fluctuation de valeurs                | 3'530'000         | 3'275'000         |
| Régularisation mouvements espèces CAF étrangères | 4'729             | 9'870             |
| Réserves générales                               | 20'330'230        | 20'282'595        |
| Résultat de l'exercice                           | 21'314            | 47'636            |
| <b>Total</b>                                     | <b>26'086'273</b> | <b>25'220'101</b> |







#### 4. ALLOCATIONS FAMILIALES DANS L'AGRICULTURE, ALLOCATIONS POUR PERTE DE GAIN ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES AI

##### Prestations versées pour les travailleurs agricoles

- allocations pour enfants et formation professionnelle Fr. 187'547.–
- allocations de ménage Fr. 46'399.–

##### Prestations versées aux agriculteurs indépendants et collaborateurs agricoles de montagne

- allocations pour enfants et formation professionnelle Fr. 1'188'790.–

##### Prestations versées aux agriculteurs indépendants et collaborateurs agricoles de plaine

- allocations pour enfants et formation professionnelle Fr. 736'531.–

| Bénéficiaires             |           | Collaborateurs |          | Exploitants |            | Travailleurs agricoles |           |
|---------------------------|-----------|----------------|----------|-------------|------------|------------------------|-----------|
|                           |           | 2017           | 2016     | 2017        | 2016       | 2017                   | 2016      |
| <b>Famille</b>            | Au 31.12. |                |          |             |            |                        |           |
| avec 1 enfant             |           | 5              | 1        | 105         | 89         | 9                      | 14        |
| avec 2 enfants            |           | 4              | 1        | 78          | 91         | 10                     | 13        |
| avec 3 enfants            |           | 1              |          | 77          | 71         | 4                      | 8         |
| avec 4 enfants            |           |                |          | 24          | 25         | 2                      | 1         |
| avec 5 enfants            |           |                |          | 6           | 5          |                        |           |
| avec 6 enfants            |           |                |          |             | 1          |                        |           |
| <b>Total des familles</b> |           | <b>10</b>      | <b>2</b> | <b>290</b>  | <b>282</b> | <b>25</b>              | <b>36</b> |
| <b>Total des enfants</b>  |           | <b>16</b>      | <b>3</b> | <b>618</b>  | <b>615</b> | <b>49</b>              | <b>68</b> |

| Nombre de dossiers traités                          | 2017 | 2016 |
|---|------|------|
| <b>Agriculteurs indépendants et collaborateurs:</b> |      |      |
| Cas traités à la suite de nouvelles demandes        | 45   | 30   |
| Cas traités à la suite de mutations                 | 150  | 184  |
| <b>Travailleurs agricoles:</b>                      |      |      |
| Cas traités à la suite de nouvelles demandes        | 27   | 24   |
| Cas traités à la suite de mutations                 | 55   | 60   |

### Allocations pour perte de gain aux militaires

Notre caisse a versé pour 3'149'038 francs d'allocations pour perte de gain en cas de service (APG), soit une augmentation de 3,4% par rapport à l'an dernier. Nous traitons mensuellement 221 questionnaires contre 206 en 2016.

Les jours indemnisés se répartissent comme suit selon le genre de service effectué:

| Nombre de jours  | 2017          | 2016          |
|--|---------------|---------------|
| Service militaire normal (école de recrues, cours de répétition) | 22'185        | 19'520        |
| Service d'avancement (accession à un grade supérieur)            | 3'814         | 4'219         |
| Service long   | 1'230         | 1'481         |
| Service de protection civile                                     | 521           | 374           |
| Cours pour moniteurs Jeunesse et Sport                           | 656           | 864           |
| Cours pour moniteurs de jeunes tireurs                           | 3             | 0             |
| Service civil  | 6'530         | 6'427         |
| Recrutement  | 320           | 307           |
| <b>Total des jours indemnisés</b>                                | <b>35'259</b> | <b>33'192</b> |

Relevons que notre caisse ne verse les APG qu'aux personnes qui décomptent chez nous à l'AVS.

Nous n'avons reçu aucune demande d'allocation pour frais de garde.

### Allocations pour perte de gain en cas de maternité

Notre caisse a versé pour 3'857'108 francs d'allocations de maternité, soit une augmentation de 6,2% par rapport à l'année précédente. Nous traitons chaque mois en moyenne 30 demandes d'allocations de maternité.



### Indemnités journalières AI

Dans le cadre des prestations en espèces allouées aux personnes en âge d'exercer une activité lucrative (dès l'âge de 18 ans jusqu'au versement de la rente de vieillesse), l'AI accorde des indemnités journalières durant les périodes où les mesures suivantes sont décidées par l'Office AI compétent:

- mesures de réinsertion professionnelle
- mesures d'instruction
- délais d'attente avant les mesures de réadaptation
- périodes de recherche d'emploi après les mesures de réadaptation
- périodes de mise au courant après un changement d'emploi dû à l'invalidité
- formation professionnelle initiale.

L'indemnité journalière AI est allouée par la caisse de compensation qui était compétente pour percevoir les cotisations AVS/AI au moment de la demande AI. Ainsi, notre caisse verse plus de la moitié des indemnités journalières AI traitées par l'Office AI du Jura.

Pour l'année 2017, notre caisse a rendu 435 (504) décisions d'indemnités journalières AI. Elles correspondent autant à des demandes initiales qu'à des prolongations ou à des renouvellements de prestations.

Par mois, en moyenne, nous indemnisons 197 personnes (200) pour un montant de 568'600 (598'634) francs.



# 2017

RAPPORT  
ANNUEL

## Caisse de chômage



Partie IV



## 1. ACTIVITÉ DE LA CAISSE

La Caisse de chômage du Jura déploie son activité sur tout le territoire de la République et Canton du Jura. Elle collabore étroitement avec le personnel des ORP, en répondant à toutes les questions qui se posent au sujet de l'indemnisation. Les demandeurs d'emploi, en s'annonçant à leur commune de domicile, choisissent la caisse auprès de laquelle ils vont déposer leur demande.

En plus des indemnités de chômage proprement dites, l'assurance-chômage connaît:

- l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail
- l'indemnité en cas d'intempéries
- l'indemnité en cas d'insolvabilité de l'employeur, versée uniquement par la Caisse de chômage du Jura
- les mesures relatives au marché du travail

En 2017, les dépenses des indemnités de chômage ont augmenté de 1,8 mio de francs par rapport à celles de 2016. Pour la réduction de l'horaire de travail, nous enregistrons une diminution de 1 mio de francs. Pour l'indemnité en cas d'intempéries, nous avons versé des prestations pour un total de 485'000 francs. Les indemnités en cas d'insolvabilité restent stables. Les unités de prestations (statistique des cas traités) passent de 179'383 en 2016 à 168'298 en 2017, soit moins 6,18%. En janvier 2017, le chômage jurassien était de 5,3% pour s'établir à 4,6% en décembre. En ce qui concerne l'effectif du personnel, le nombre de postes à temps complet est de 7,23 (6,31 en 2016). Il convient de relever que l'indemnisation des frais d'administration et plus particulièrement le coût par unités de prestations est à nouveau au-dessous des limites fixées par la convention de prestations 2013 signée entre le Département fédéral de l'économie et le Gouvernement jurassien. De fait, le résultat lié aux frais d'administration de la Caisse de chômage peut être qualifié de très bon.



## 2. STATISTIQUES

Les chiffres qui suivent se rapportent uniquement aux affaires traitées par notre caisse de chômage. Ils ne reflètent donc pas la situation de l'ensemble du canton.

| <b>Unités de prestations réalisées</b>                       | <b>2017</b>    | <b>2016</b> |
|--|----------------|-------------|
| Inscriptions IC/MMT  | <b>60'358</b>  | 69'271      |
| Décomptes mensuels effectués                                 | <b>42'809</b>  | 43'935      |
| Décomptes mensuels pour la réduction de l'horaire de travail | <b>15'087</b>  | 16'372      |
| Décomptes mensuels pour intempéries                          | <b>2'542</b>   | 1'063       |
| Décomptes pour l'insolvabilité                               | <b>4'175</b>   | 6'795       |
| Autres cas traités   | <b>23'667</b>  | 23'712      |
| Autres tâches  | <b>19'660</b>  | 18'235      |
| Unités de prestations  | <b>168'298</b> | 179'383     |

| <b>Situation du chômage dans le canton</b>  | <b>31.12.2017</b> | <b>31.12.2016</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Nombre de chômeurs par district:            |                   |                   |
| – Delémont                                  | <b>969</b>        | 1'029             |
| – Porrentruy                                | <b>537</b>        | 625               |
| – Franches-Montagnes                        | <b>192</b>        | 211               |
| <b>Total</b>                                | <b>1'698</b>      | 1'865             |
| Taux de chômage                             | <b>4,6%</b>       | 5,1%              |
| Nombre de demandeurs d'emploi par district: |                   |                   |
| – Delémont                                  | <b>1'426</b>      | 1'439             |
| – Porrentruy                                | <b>785</b>        | 877               |
| – Franches-Montagnes                        | <b>300</b>        | 301               |
| <b>Total</b>                                | <b>2'511</b>      | 2'617             |
| Taux des demandeurs d'emploi                | <b>6,8%</b>       | 7,1%              |



### 3. COMPTES

#### Compte d'administration

| <b>CHARGES</b>                              | <b>2017</b>    | <b>2016</b> |
|---|----------------|-------------|
| Charges de personnel                        | <b>740'033</b> | 680'506     |
| Fournitures de bureau, mobilier et machines | <b>8'559</b>   | 9'255       |
| Frais informatiques                         | <b>57'746</b>  | 31'297      |
| Ports et taxes téléphoniques                | <b>16'990</b>  | 16'774      |
| Frais de locaux                             | <b>39'337</b>  | 40'357      |
| Prestations de tiers                        | <b>2'622</b>   | 1'422       |
| Frais d'administration spécifiques CPAC     | <b>19'672</b>  | 7'278       |
| Amortissement des équipements               | <b>25'814</b>  | 34'524      |
| <b>Total</b>                                | <b>910'773</b> | 821'413     |

| <b>PRODUITS</b>                             | <b>2017</b>      | <b>2016</b> |
|---|------------------|-------------|
| Produits de prestations de services         | <b>20</b>        | 0           |
| Remboursement de prestations d'assurances   | <b>6'829</b>     | 696         |
| Produits d'administration divers            | <b>2'149</b>     | 1'165       |
| <b>Total</b>                                | <b>8'998</b>     | 1'861       |
| <b>Excédent de charges d'administration</b> | <b>- 901'775</b> | - 819'552   |



## Compte d'exploitation

| <b>CHARGES</b>   | <b>2017</b>       | <b>2016</b>       |
|--|-------------------|-------------------|
| Indemnités de chômage                                  | 20'876'665        | 19'115'050        |
| Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail | 3'912'089         | 4'980'977         |
| Indemnités en cas d'intempéries                        | 485'254           | 158'299           |
| Indemnités en cas d'insolvabilité                      | 330'402           | 289'817           |
| Remboursements d'indemnités en cas d'insolvabilité     | - 30'534          | - 43'950          |
| Retenues AVS, SUVA et LPP                              | - 1'641'102       | - 1'522'241       |
| Coûts afférents aux projets                            | 4'863'546         | 4'188'266         |
| Mesures du marché du travail                           | 1'107'631         | 906'476           |
| Bonification pour risque en responsabilité             | 7'791             | 441               |
| <b>Total</b>   | <b>29'911'742</b> | <b>28'073'135</b> |

| <b>PRODUITS</b>                            | <b>2017</b>       | <b>2016</b>       |
|--|-------------------|-------------------|
| Avances pour paiements                     | 31'200'000        | 28'900'000        |
| Stages professionnels                      | 28'533            | 33'713            |
| Autres produits d'exploitation             | 3'305             | 2'531             |
| <b>Total</b>                               | <b>31'231'838</b> | <b>28'936'244</b> |
| <b>Excédent de produits d'exploitation</b> | <b>1'320'096</b>  | <b>863'109</b>    |
| Excédent de charges d'administration       | - 901'775         | - 819'552         |
| <b>Fonds de roulement</b>                  | <b>418'321</b>    | <b>43'557</b>     |



## Bilan au terme des exercices

| <b>ACTIFS</b>                       | <b>2017</b>        | <b>2016</b> |
|-------------------------------------|--------------------|-------------|
| Liquidités                          | <b>698'034</b>     | 646'162     |
| Avances aux assurés                 | <b>48'300</b>      | 26'800      |
| Créances de prestations             | <b>1'956'832</b>   | 1'736'713   |
| Correctif de valeur sur créances    | <b>- 1'056'734</b> | - 1'232'236 |
| Equipement mobilier et informatique | <b>51</b>          | 51          |
| <b>Total</b>                        | <b>1'646'483</b>   | 1'177'490   |

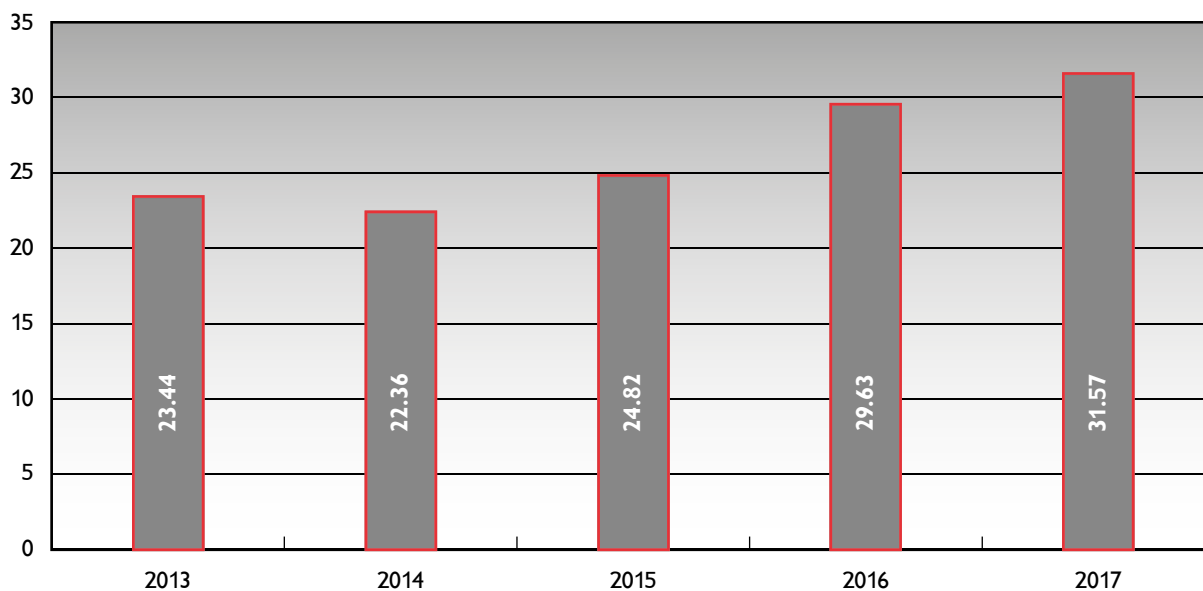
| <b>PASSIFS</b>       | <b>2017</b>      | <b>2016</b> |
|----------------------|------------------|-------------|
| Créanciers           | <b>- 1'416</b>   | - 1'416     |
| Passifs transitoires | <b>57'502</b>    | 17'675      |
| Provisions           | <b>80'913</b>    | 70'068      |
| Fonds SECO*          | <b>1'509'484</b> | 1'091'163   |
| <b>Total</b>         | <b>1'646'483</b> | 1'177'490   |

| * soit:                               | <b>2017</b>      | <b>2016</b> |
|---------------------------------------|------------------|-------------|
| Fonds SECO au 1 <sup>er</sup> janvier | <b>1'091'163</b> | 1'047'606   |
| Fonds de roulement                    | <b>418'321</b>   | 43'557      |
| Fonds SECO au 31 décembre             | <b>1'509'484</b> | 1'091'163   |

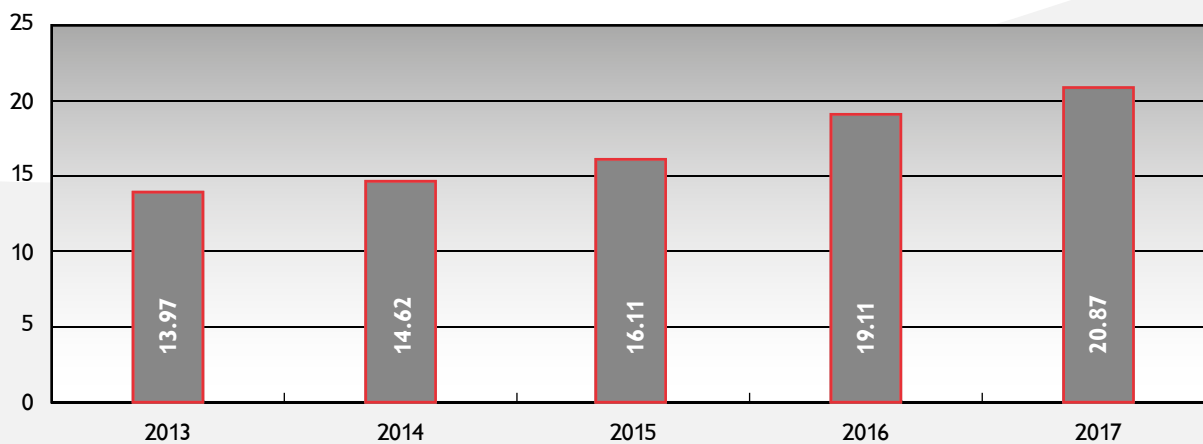
## 4. EVOLUTION DES DÉPENSES



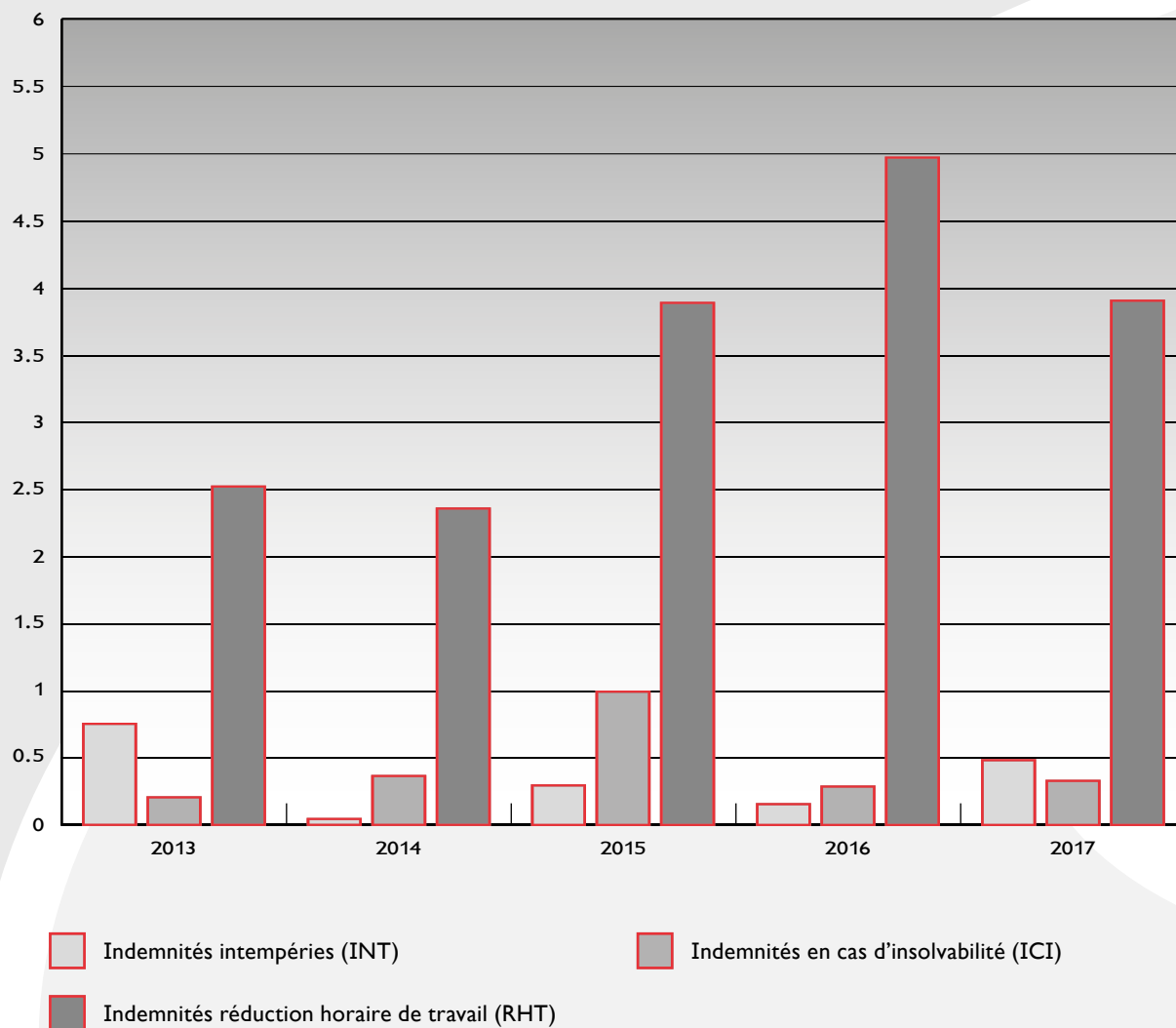
### Totalité des prestations versées (en millions de francs)



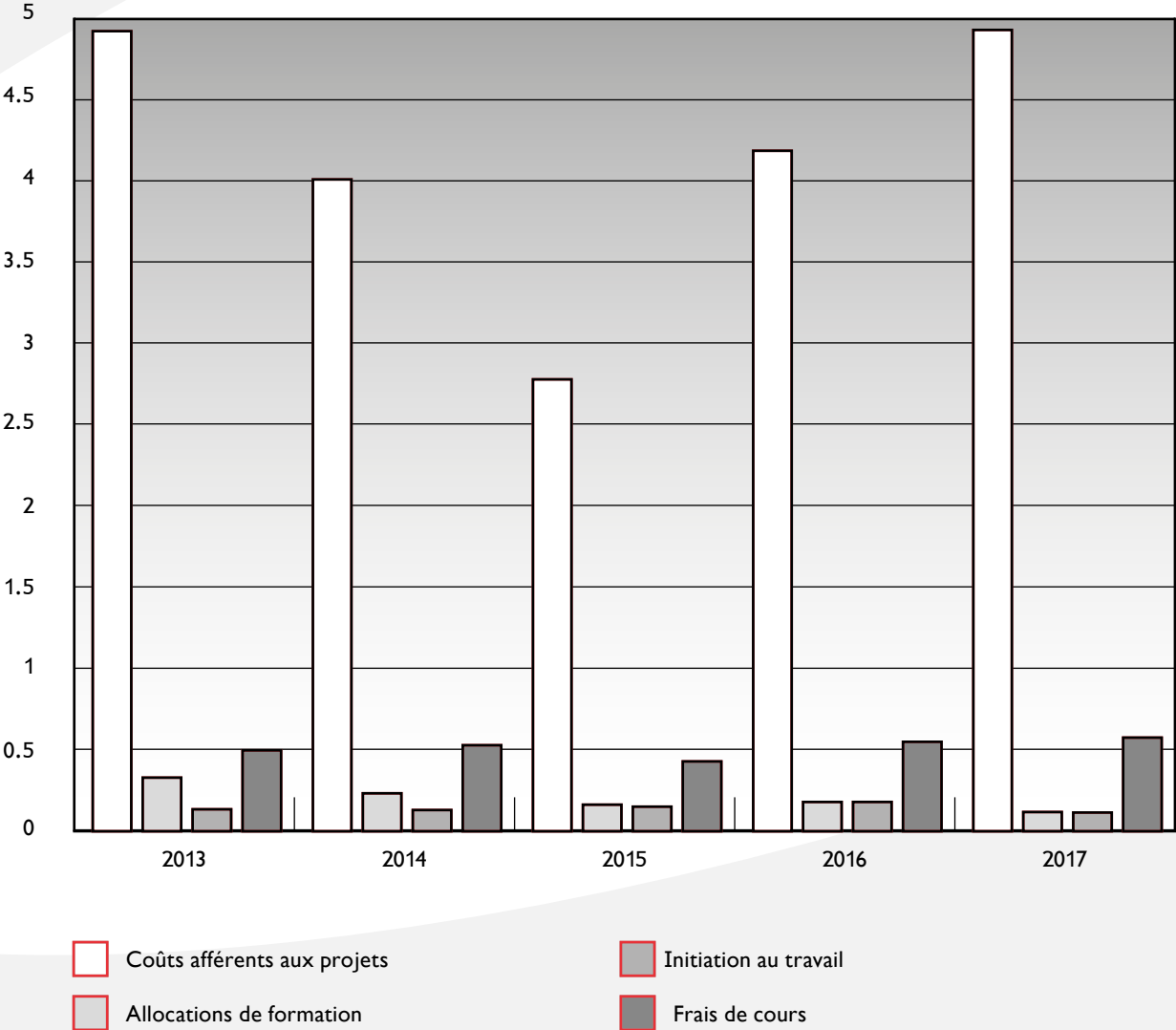
### Indemnités de chômage (en millions de francs)



### Indemnités RHT - INT - ICI (en millions de francs)



**Coûts afférents aux projets et mesures relatives au marché du travail (en millions de francs)**







**2017**

RAPPORT  
ANNUEL

# Office de l'assurance invalidité



Partie V

---



## 1. ACTIVITÉ DE L'OFFICE

L'Office de l'assurance invalidité du Jura assume les tâches suivantes :

- met en œuvre la détection précoce
- détermine, surveille et met en œuvre les mesures d'intervention précoce
- examine si les conditions générales d'assurance sont remplies
- examine si le requérant est susceptible d'être réadapté, pourvoit à l'orientation professionnelle et à la recherche d'emplois
- détermine les mesures de réadaptation et en surveille l'exécution
- évalue l'invalidité, l'impotence et le droit à la contribution d'assistance
- rend les décisions relatives aux prestations
- informe le public
- contrôle le bien-fondé des factures individuelles et collectives
- procède aux enquêtes économiques auprès des personnes qui s'occupent du ménage et des personnes impotentes
- exerce le recours contre le tiers responsable
- tisse un réseau de relations professionnelles avec les partenaires de la réadaptation
- conclut des conventions de prestations pour les mesures de réinsertion et les mesures d'ordre professionnel avec les fournisseurs de prestations installés sur le territoire jurassien

### Les nouvelles demandes

Le graphique de la page ci-contre donne l'évolution des nouvelles demandes de 2013 à 2017.

### Le délai de traitement des demandes

Au 31 décembre 2017, les dossiers en suspens dans le cadre des premières demandes de prestations étaient répartis selon le tableau ci-après :

Premières demandes en suspens

| Etat au                        | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--------------------------------|------------|------------|
| Office AI                      | 241        | 208        |
| Médecins                       | 115        | 118        |
| Employeurs                     | 13         | 13         |
| Service médical régional (SMR) | 110        | 134        |
| Personnes assurées             | 48         | 15         |
| Divers                         | 45         | 51         |
| <b>Total</b>                   | <b>572</b> | <b>539</b> |

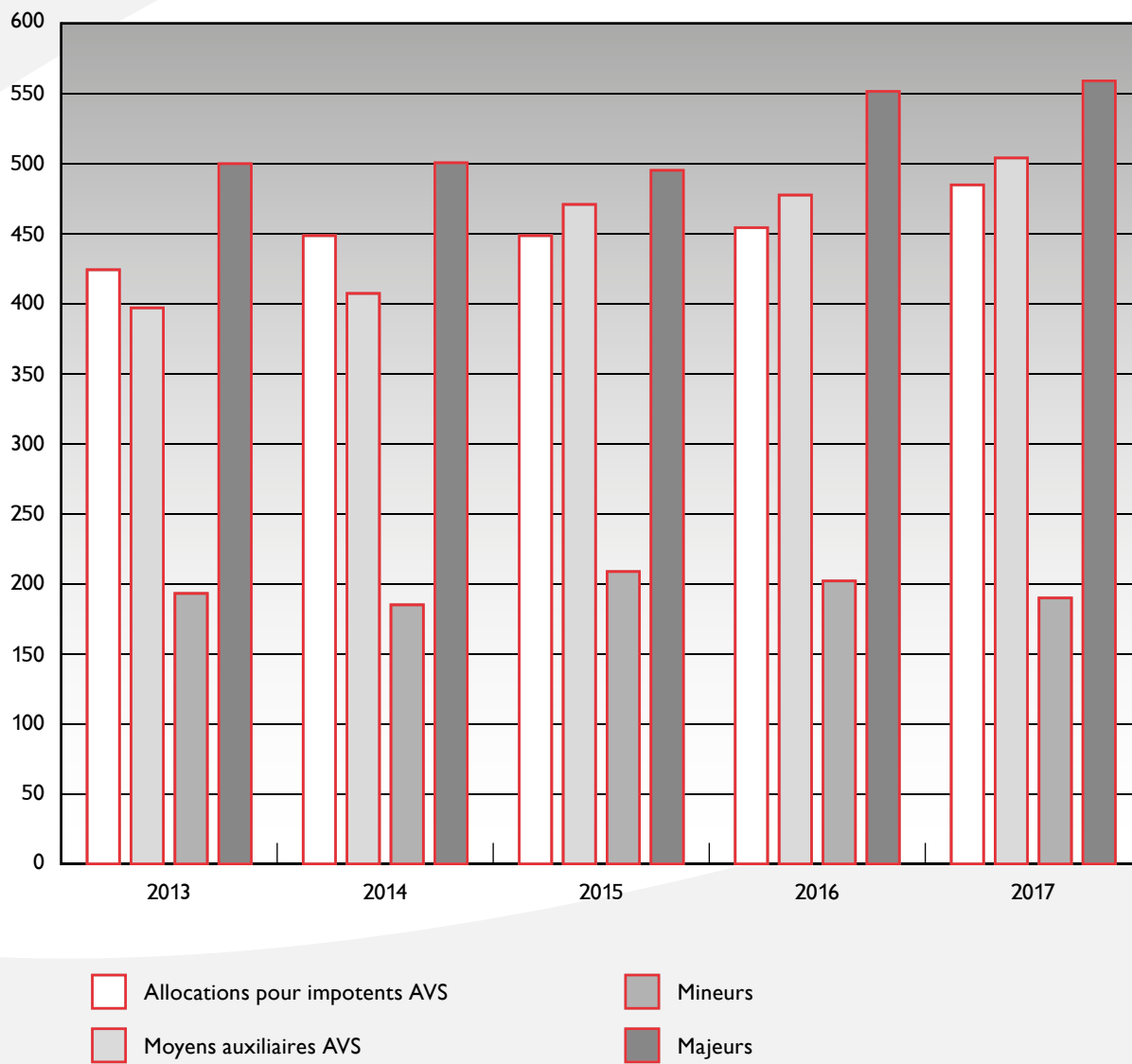
### Les dossiers mis en travail dans le cadre des mutations

L'Office AI ouvre à nouveau des dossiers provisoirement fermés afin de procéder à des révisions de prestations, d'étudier l'octroi de prolongations ou des renouvellements. Le nombre de ces cas a subi l'évolution suivante :

|              | 2017         | 2016         |
|--------------|--------------|--------------|
| Mineurs      | 511          | 456          |
| Majeurs      | 1'083        | 997          |
| <b>Total</b> | <b>1'594</b> | <b>1'453</b> |



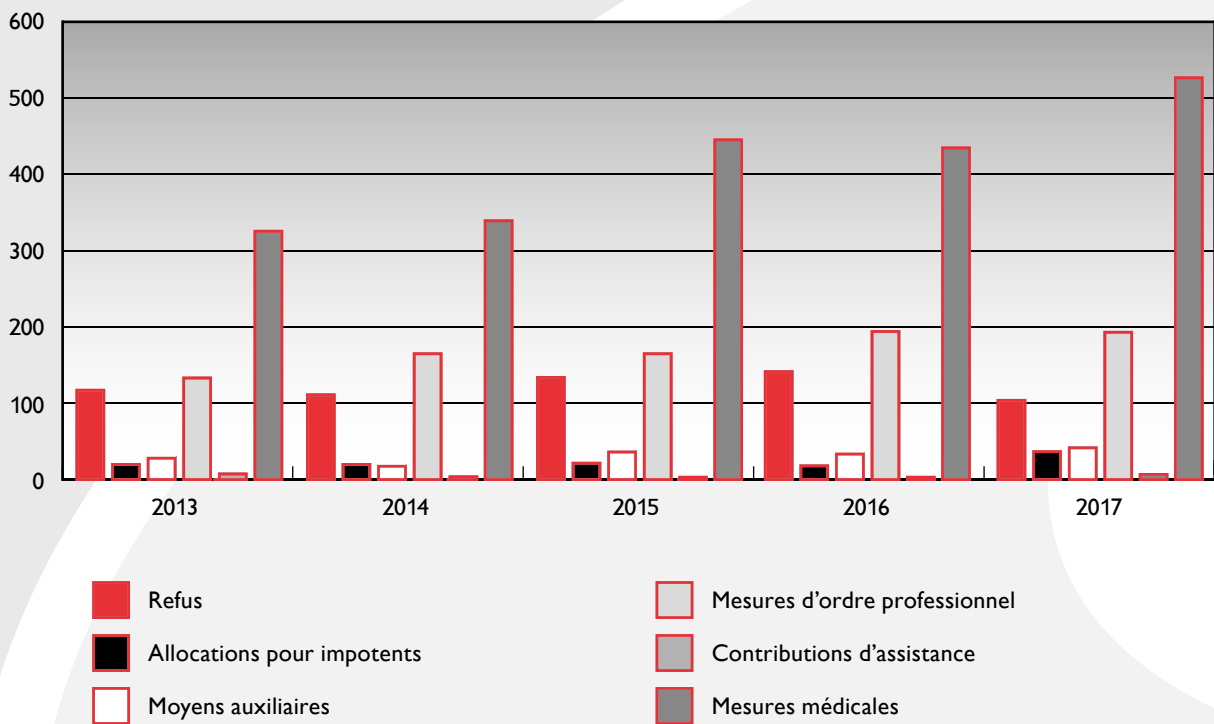
### Evolution des nouvelles demandes (en nombre)



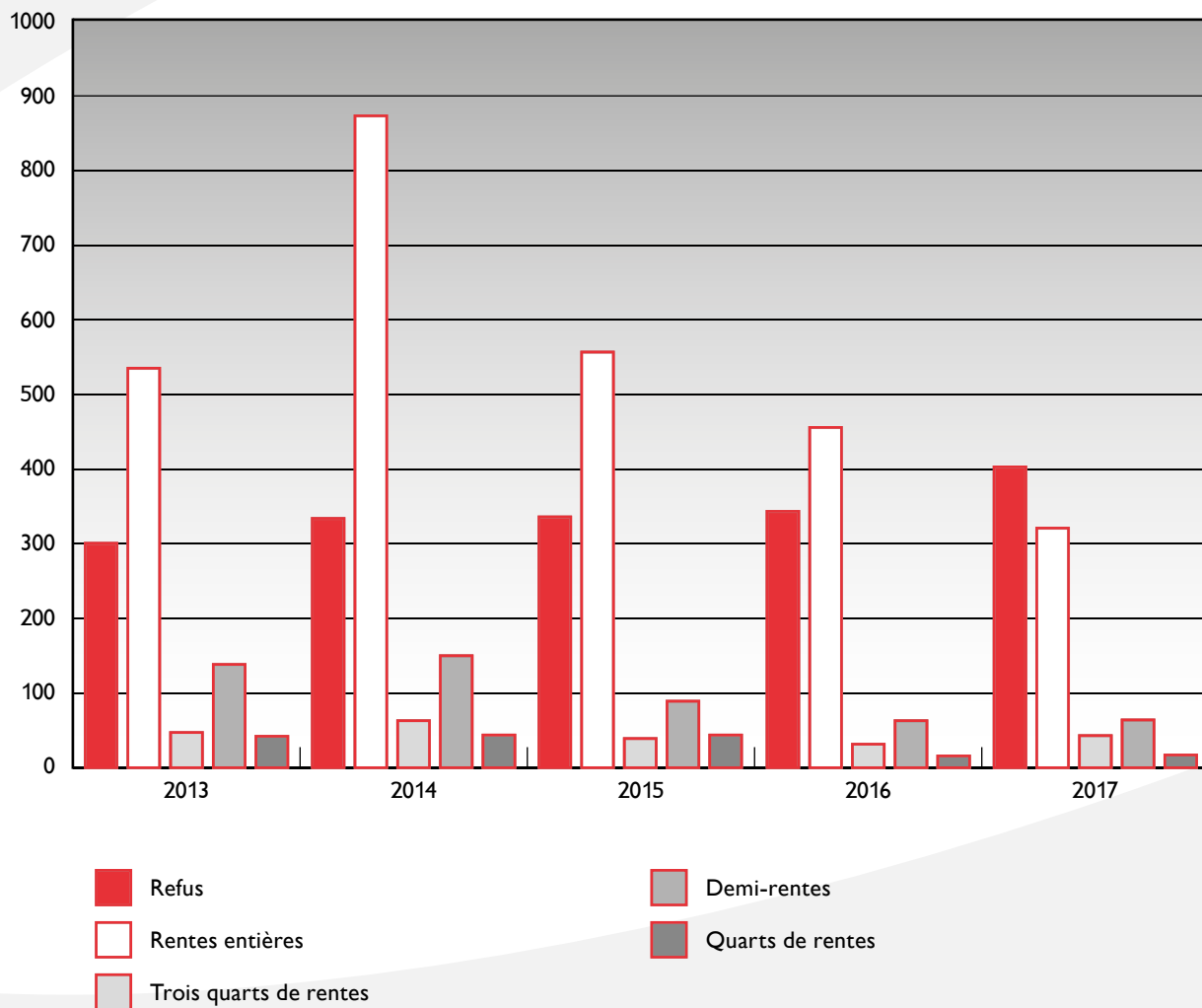
## 2. LES PRESTATIONS

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des prestations accordées et refusées chez les mineurs et les majeurs.

### Prestations chez les mineurs (en nombre)

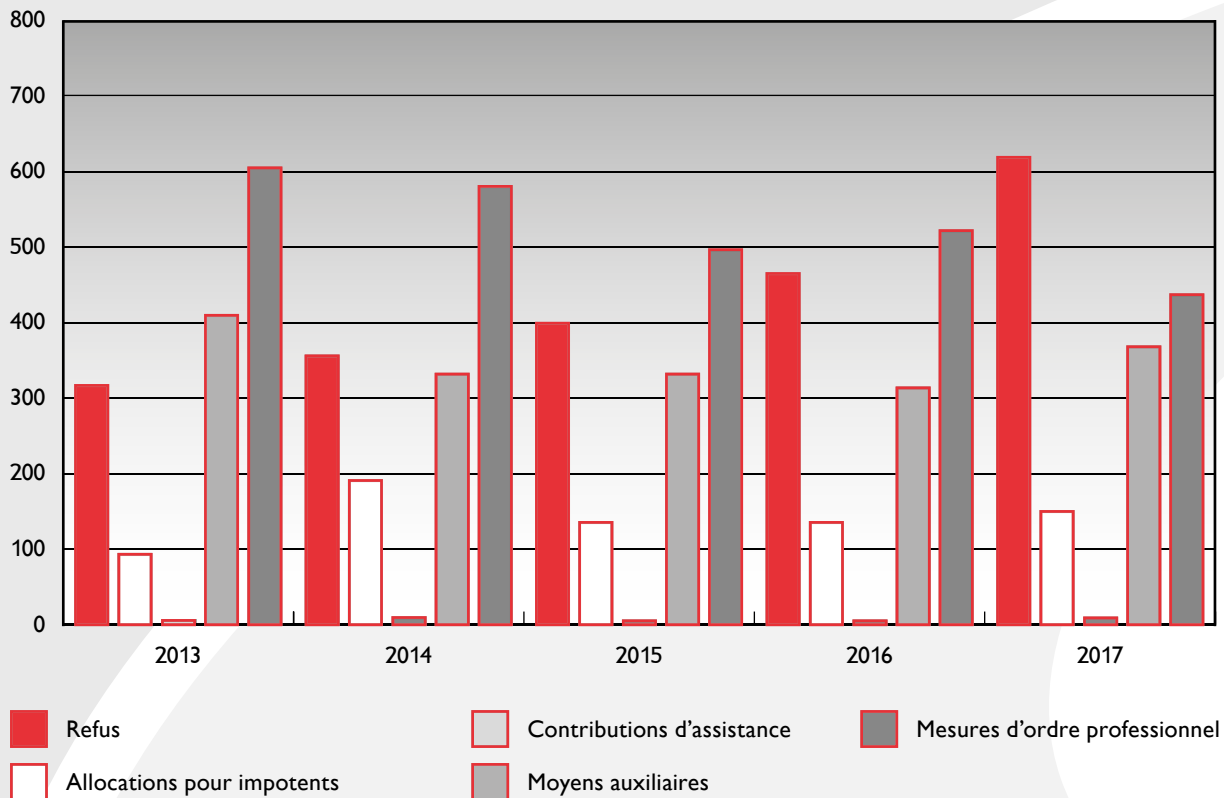


## Rentes chez les majeurs (en nombre)



Ces chiffres comprennent également les révisions de rentes. En 2017, nous avons révisé 267 rentes, alors qu'en 2016 nous en avons révisé 389.

### Autres prestations chez les majeurs (en nombre)



### La 5<sup>e</sup> révision de l'AI

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, l'Office AI utilise les nouveaux moyens mis à sa disposition dans le cadre de la 5<sup>e</sup> révision de l'assurance invalidité en faveur des personnes atteintes dans leur santé, afin de les maintenir dans une activité professionnelle.

Pour ce faire, les personnes assurées peuvent s'adresser à l'Office AI, par le biais d'une communication de détection précoce, afin d'obtenir un entretien personnel de conseil après une

incapacité de travail totale ou partielle de quatre semaines. D'autres personnes impliquées dans le processus, tels que les proches de la famille, les médecins et les employeurs, par exemple, sont également autorisés à communiquer une situation après en avoir informé la personne assurée. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'assureur-maladie fait également partie des instances habilitées à communiquer une situation dans le cadre de la détection précoce.

En 2017, l'Office AI a enregistré 198 communications de détection précoce émanant de:

| Détection précoce                                    | 2017       | 2016       |
|--|------------|------------|
| La personne assurée ou son représentant légal        | 36         | 18         |
| Les membres de la famille                            | 1          | 1          |
| L'employeur  | 126        | 118        |
| Le médecin traitant                                  | 14         | 14         |
| L'assureur indemnités journalières en cas de maladie | 4          | 4          |
| Les institutions d'assurances privées                | 3          | 0          |
| L'assureur-maladie                                   | 0          | 1          |
| L'assureur-accidents LAA                             | 1          | 4          |
| L'institution LPP                                    | 0          | 0          |
| L'assurance-chômage                                  | 3          | 0          |
| Le service de l'action sociale                       | 10         | 7          |
| L'assurance-militaire                                | 0          | 0          |
| <b>Total</b>   | <b>198</b> | <b>167</b> |



Sur les 198 communications de détection précoce qui lui sont parvenues, l'Office AI a enregistré le dépôt de 88 demandes de prestations. Ces dernières ouvrent le droit, si cela s'avère approprié, aux mesures d'intervention précoce qui ont pour but de maintenir à leur poste de travail les personnes assurées en incapacité de travail ou de permettre leur réadaptation à un nouveau poste au sein de la même entreprise ou ailleurs. C'est dans ce cadre qu'en 2017, l'Office AI a pris en charge 253 mesures d'intervention précoce.

La personne assurée qui présente depuis six mois une incapacité de travail de 50% au moins peut avoir droit à des mesures de réinsertion préparant à la réadaptation professionnelle, pour autant que celles-ci servent à créer les conditions permettant la mise en œuvre de mesures d'ordre professionnel. Ces mesures s'adressent en particulier aux personnes souffrant d'une maladie psychique. L'Office AI a pris en charge 36 mesures de réinsertion en 2017.

| Détail des mesures d'intervention précoce             | 2017       | 2016       |
|---|------------|------------|
| Adaptation du poste de travail                        | 4          | 4          |
| Cours formation                                       | 39         | 28         |
| Orientation professionnelle                           | 18         | 17         |
| Réadaptation socio-professionnelle                    | 1          | 3          |
| Soutien actif dans la recherche d'un emploi approprié | 0          | 0          |
| Conseil suivi afin de conserver un emploi             | 89         | 77         |
| Mesures d'occupation                                  | 102        | 95         |
| <b>Total</b>  | <b>253</b> | <b>224</b> |

## La réadaptation professionnelle

Le but premier de l'assurance invalidité est de donner aux assurés, compte tenu de leur état de santé, une capacité de gain telle qu'elle existait avant le handicap. Pour y parvenir, diverses mesures sont mises en valeur :

- l'orientation professionnelle
- le réentraînement au travail
- la formation professionnelle initiale
- le service de placement
- le reclassement professionnel
- l'aide en capital.

Lors de chaque annonce à l'AI, les mesures de réadaptation sont étudiées d'office. Celles-ci sont accompagnées des conseils des spécialistes durant la réadaptation, des solutions aux problèmes de déplacements, de l'aménagement du poste de travail, des informations sur la réadaptation professionnelle et de la coordination des mesures entre partenaires de la réadaptation.

Compte tenu des cas initiaux et des prolongations, les prestations ci-après ont été allouées au niveau des mesures d'ordre professionnel :

| <b>Formation professionnelle initiale</b>                           | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
|---|-------------|-------------|
| Orientation professionnelle   | 50          | 61          |
| Formation supérieure  | 7           | 8           |
| Ecoles moyennes   | 18          | 6           |
| Apprentissage ou formation équivalente                              | 42          | 41          |
| Formation élémentaire selon la loi sur la formation professionnelle | 27          | 27          |
| Préparation à une activité dans un atelier protégé                  | 3           | 6           |
| Formations pratiques  | 97          | 105         |
| <b>Total</b>  | <b>244</b>  | <b>254</b>  |

| <b>Reclassement</b>   | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
|---|-------------|-------------|
| Formation supérieure  | 15          | 17          |
| Ecoles moyennes   | 1           | 4           |
| Apprentissage ou formation équivalente                              | 19          | 16          |
| Formation élémentaire selon la loi sur la formation professionnelle | 4           | 9           |
| Préparation à une activité dans un atelier protégé                  | 0           | 1           |
| Réentraînement au travail dans la même profession                   | 125         | 151         |
| Formations pratiques  | 273         | 328         |
| <b>Total</b>  | <b>437</b>  | <b>526</b>  |



### L'allocation pour impotent de l'AVS

Les bénéficiaires d'une rente de vieillesse ont droit à une allocation pour impotent de l'AVS, s'ils présentent une impotence de degré grave ou de degré moyen ou encore de degré faible, ce dernier degré étant entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Est impotent de degré grave celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir tous les actes ordinaires de la vie et que son état de santé nécessite des soins permanents ou une surveillance personnelle de tous les instants. Est impotent de degré moyen celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir au moins quatre des actes ordinaires de la vie ou celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir au moins deux desdits actes et nécessite, en outre, une surveillance personnelle permanente. Est impotent de degré faible celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir au moins deux desdits actes ou nécessite une surveillance personnelle permanente et vit à domicile.

En 2017, il a été enregistré 484 (460) demandes; sur ces 484 cas, l'Office AI a prononcé 69 (77) refus. Relevons que les demandes parviennent principalement des homes pour personnes âgées.

### Les moyens auxiliaires de l'AVS

Les bénéficiaires d'une rente de vieillesse domiciliés en Suisse peuvent recevoir une contribution aux frais d'achat ou de location de certains moyens auxiliaires, dont la liste est exhaustive (chaussures orthopédiques sur mesure, épithèses faciales, perruques, appareils acoustiques, appareils orthophoniques après opération du larynx, fauteuils roulants sans moteur, lunettes-loupe). En 2017, 448 (459) décisions positives ont été rendues et 52 (50) demandes ont été rejetées.

### Les enquêtes au domicile des assurés

Dans le but de définir les handicaps que rencontre une personne dans les travaux du ménage et afin de définir l'ampleur de l'impotence dans les cas AI et AVS, des personnes spécialisées de l'Office AI se rendent à domicile pour répondre à des questions précises dictées par la loi et les directives d'application. C'est ainsi qu'en 2017, 86 (99) enquêtes pour les personnes qui s'occupent partiellement ou totalement du ménage, 9 (11) de contribution d'assistance, 191 (189) d'impotence AI et 404 (409) d'impotence AVS ont été effectuées sur place.

### La facturation

L'Office AI reçoit les factures des médecins, des physiothérapeutes, des hôpitaux, des centres de formation ou de traitement, des pharmacies, des assurés, etc., afin d'en contrôler le bien-fondé et de les transmettre à la Centrale de compensation à Genève pour paiement. C'est ainsi qu'en 2017, près de 22'000 (20'000) factures ont été contrôlées pour un montant global de plus de 28,5 (25,4) millions de francs.



### 3. COMPTES

#### Compte d'administration

| <b>CHARGES</b>                              | <b>2017</b>      | <b>2016</b> |
|---|------------------|-------------|
| Charges de personnel                        | <b>3'278'344</b> | 3'264'819   |
| Fournitures de bureau, mobilier et machines | <b>41'892</b>    | 116'411     |
| Frais informatiques                         | <b>496'355</b>   | 451'457     |
| Ports et taxes téléphoniques                | <b>23'840</b>    | 24'709      |
| Frais de locaux                             | <b>202'675</b>   | 213'533     |
| Prestations de tiers                        | <b>449'570</b>   | 498'071     |
| <b>Total</b>                                | <b>4'492'676</b> | 4'569'000   |

| <b>PRODUITS</b>                             | <b>2017</b>        | <b>2016</b> |
|---|--------------------|-------------|
| Produits de prestations de services         | <b>42</b>          | 664         |
| Remboursement de prestations d'assurances   | <b>37'157</b>      | 21'929      |
| Produits d'administration divers            | <b>9'499</b>       | 7'158       |
| <b>Total</b>                                | <b>46'698</b>      | 29'751      |
| <b>Excédent de charges d'administration</b> | <b>- 4'445'978</b> | - 4'539'249 |





# 2017

RAPPORT  
ANNUEL

## Divers



Partie VI



## 1. DÉCISIONS SUR OPPOSITION RENDUES PAR NOS INSTITUTIONS

| Matières    | Cotis. AVS/AI APG/AC |          | Art. 52 LAVS |          | Prest. AVS |          | Prest. AC |           | Prest. compl. |          | AF agricoles fédérales |          | AF aux salariés, indépendants et non-actifs |          | APG APG mat |          | Assurance-maladie |          | Total     |           | Cas traités |
|-------------|----------------------|----------|--------------|----------|------------|----------|-----------|-----------|---------------|----------|------------------------|----------|---|----------|-------------|----------|-------------------|----------|-----------|-----------|-------------|
|             | R                    | A        | R            | A        | R          | A        | R         | A         | R             | A        | R                      | A        | R   | A        | R           | A        | R                 | A        | R         | A         |             |
| 2013        | 16                   | 6        | 1            | 3        | 3          | 0        | 31        | 13        | 23            | 10       | 1                      | 1        | 8   | 2        | 0           | 0        | 5                 | 8        | 88        | 43        | 131         |
| 2014        | 13                   | 7        | 9            | 5        | 3          | 0        | 36        | 13        | 26            | 23       | 0                      | 0        | 6   | 4        | 2           | 1        | 2                 | 6        | 97        | 58        | 156         |
| 2015        | 23                   | 9        | 3            | 3        | 2          | 0        | 26        | 5         | 21            | 35       | 0                      | 1        | 6   | 3        | 1           | 0        | 3                 | 7        | 85        | 63        | 148         |
| 2016        | 13                   | 8        | 15           | 4        | 2          | 1        | 13        | 12        | 21            | 23       | 1                      | 0        | 7   | 4        | 2           | 0        | 2                 | 7        | 76        | 59        | 135         |
| <b>2017</b> | <b>10</b>            | <b>7</b> | <b>13</b>    | <b>3</b> | <b>2</b>   | <b>0</b> | <b>18</b> | <b>10</b> | <b>17</b>     | <b>6</b> | <b>0</b>               | <b>1</b> | <b>3</b>                                    | <b>1</b> | <b>1</b>    | <b>0</b> | <b>5</b>          | <b>2</b> | <b>69</b> | <b>30</b> | <b>99</b>   |

R = rejeté / A = admis

## 2. PROCÉDURE D'AUDITION DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ

| Année       | Prest. AI  |           | Cas traités |
|-------------|------------|-----------|-------------|
|             | R          | A         |             |
| 2013        | 105        | 29        | 134         |
| 2014        | 116        | 43        | 159         |
| 2015        | 122        | 33        | 155         |
| 2016        | 90         | 37        | 127         |
| <b>2017</b> | <b>117</b> | <b>41</b> | <b>158</b>  |

R = rejeté / A = admis

### 3. JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX

#### Tribunal cantonal

| Matières    | Cotis. AVS/AI APG/AC |          | Art. 52 LAVS |          | Prest. AVS |          | Prest. AI |           | Prest. AC |          | Prest. compl. |          | AF agricoles fédérales |          | AF aux salariés, indépendants et non-actifs |          | APG APG mat |          | Assurance-maladie |          | Total     |           | Cas traités |
|-------------|----------------------|----------|--------------|----------|------------|----------|-----------|-----------|-----------|----------|---------------|----------|------------------------|----------|---|----------|-------------|----------|-------------------|----------|-----------|-----------|-------------|
|             | R                    | A        | R            | A        | R          | A        | R         | A         | R         | A        | R             | A        | R                      | A        | R   | A        | R           | A        | R                 | A        | R         | A         |             |
| 2013        | 0                    | 0        | 0            | 0        | 0          | 0        | 23        | 3         | 1         | 2        | 1             | 1        | 0                      | 0        | 0   | 0        | 0           | 0        | 1                 | 0        | 26        | 6         | 32          |
| 2014        | 3                    | 0        | 0            | 0        | 0          | 0        | 33        | 8         | 4         | 1        | 0             | 0        | 0                      | 0        | 0   | 0        | 0           | 0        | 0                 | 0        | 40        | 9         | 49          |
| 2015        | 3                    | 0        | 2            | 0        | 1          | 0        | 31        | 12        | 2         | 3        | 1             | 0        | 0                      | 0        | 0   | 0        | 0           | 0        | 0                 | 0        | 40        | 15        | 55          |
| 2016        | 1                    | 0        | 0            | 0        | 0          | 0        | 29        | 12        | 0         | 1        | 2             | 0        | 0                      | 0        | 2   | 0        | 0           | 0        | 0                 | 0        | 34        | 13        | 47          |
| <b>2017</b> | <b>1</b>             | <b>0</b> | <b>2</b>     | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>34</b> | <b>12</b> | <b>0</b>  | <b>2</b> | <b>0</b>      | <b>0</b> | <b>0</b>               | <b>0</b> | <b>0</b>                                    | <b>0</b> | <b>0</b>    | <b>0</b> | <b>0</b>          | <b>0</b> | <b>37</b> | <b>14</b> | <b>51</b>   |

R = rejeté / A = admis

#### Tribunal fédéral

Au cours de l'année 2017, le Tribunal fédéral a statué sur 4 affaires AI portées devant sa juridiction. Il a rejeté 3 recours d'assurés et en a admis 1.



## 4. RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION DE LA CAISSE DE COMPENSATION DU CANTON DU JURA

Composition de la commission :

M. Etienne Gigon, président  
 M. Pierre Chételat, Delémont  
 M<sup>me</sup> Joëlle Girard, Saignelégier  
 M<sup>me</sup> Marlène Knani-Kottelat, Saignelégier  
 M<sup>me</sup> Sabine Lachat, Roche d'Or  
 M. Patrick Raval, Porrentruy  
 M. Denis Vuilleumier, Saignelégier

### Séance du 11 mai 2017

La commission prend connaissance des comptes 2016, qui sont par ailleurs conformes au budget établi. Le bénéfice comptable s'élève à CHF 379'683.36. Quant au bénéfice brut, et dans un souci de saine gestion, il est amputé de diverses provisions qui ont été comptabilisées et qui sont notamment affectées au marketing, à la formation du personnel et aux moins-values comptables sur les placements. A relever tout spécialement qu'une provision de CHF 250'000.— a été constituée, avec pour objectif, de ristourner 40% des frais d'administration aux bons affiliés, pour marquer de façon concrète et tangible, le 40<sup>e</sup> anniversaire de la caisse.

L'exercice 2016 a aussi enregistré une recette extraordinaire de CHF 4'004'840.—, suite à la vente par la caisse de la majorité de ses actions Globaz SA. Ce montant a été entièrement provisionné dans la perspective prochaine de la migration informatique chez IGS Sàrl. Il faut encore relever que la CCJU détient toujours une participation de blocage minoritaire de 10% du capital-actions de Globaz SA.

Dans l'une de ses séances, le Gouvernement a pris connaissance des rapports de révision de clôture 2016 établis par la fiduciaire.

### Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2017

La séance de fin d'année est consacrée, pour l'essentiel, à l'étude du budget 2018 qui présente un solde bénéficiaire dans la tendance des années précédentes. Les membres prennent connaissance du rapport 2016 sur la gestion des risques et du système de contrôle interne. La commission assiste aussi à une démonstration du nouveau système de gestion électronique des documents, (GED) qui a été progressivement mis en place dans les institutions.

M. Christophe Aubry, directeur, donne également une information détaillée sur les mutations intervenues au sein du personnel durant l'année.

### Sous-commission placement

Elle s'est réunie le 24 février 2017 avec les gestionnaires bancaires responsables des mandats. Elle a pris connaissance à cette occasion des résultats positifs 2016, qui sont conformes aux conditions des marchés. Le secteur des obligations en monnaies étrangères, les actions étrangères et les valeurs immobilières ont largement contribué à la performance annuelle enregistrée. Il faut relever que, durant toute l'année 2016, les perspectives économiques mondiales ont été robustes. La consommation privée a été soutenue, l'inflation et les taux d'intérêts faibles et les prix stables des matières premières, notamment du pétrole ont contribué à soutenir les économies mondiales.

La Banque centrale européenne a poursuivi ses plans d'achats mensuels, contribuant ainsi à conforter la confiance des entreprises qui ont réalisé des bénéfices en hausse.

La commission confirme la prolongation des deux mandats de gestion en cours. Conformément à sa stratégie de longue durée, visant à privilégier la sécurité plutôt que la recherche de rendement lucratif mais non sans risque, la grille d'allocations des actifs est reconduite sans y apporter de modifications.

### Conclusions

Au terme d'une année bien remplie, le président exprime sa gratitude à toutes celles et ceux qui contribuent à la bonne marche de la Caisse de compensation. Le président relève notamment, que la commission est bien informée et c'est essentiel, sur les processus en cours à la CCJU à travers la qualité des informations reçues lors des séances.

Les membres de la commission de gestion, la direction et le personnel sont chaleureusement remerciés pour leur fidélité et leur engagement envers les institutions sises à Saignelégier.

Saignelégier, le 3 mai 2018

Etienne Gigon  
 Président de la commission





Caisse de compensation du Jura  
Rue Bel-Air 3  
Case postale  
2350 Saignelégier  
Tél. : 032 952 11 11  
Fax: 032 952 11 01  
Courriel: mail@ccju.ch

[www.caisseavsjura.ch](http://www.caisseavsjura.ch)